

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drëtt
Welt*



Dossier
**Changement
climatique: la plus
grande menace pour
les droits humains**

Dérèglement climatique
et santé: ça va
franchement mal

Cinq questions à...
Baas Brimer, expert climat
chez LuxDev

Le ras-le-bol en Amérique
latine: une surprise?

edito

« Le monde n'a jamais vu une menace de cette ampleur pour les droits humains. Les économies de toutes les nations, le tissu institutionnel, politique, social et culturel de chaque État et les droits de tous vos peuples - et des générations futures - seront touchés. »

Lors de son discours d'ouverture de la 42ème session du Conseil des droits de l'Homme en septembre, la Haute Commissaire des Nations Unies pour les droits humains, Michelle Bachelet, a mis les Etats en garde : le changement climatique constitue la plus grande menace pour les droits humains.

Alors que les cris et les sonnettes d'alarme ne cessent d'émaner de tous les côtés - experts, scientifiques, jeunes - les dirigeants ont malheureusement de nouveau échoué à se mettre d'accord et à passer à l'action face «à la plus grande menace» lors de la COP 25 à Madrid. Faut-il attendre la disparition d'un pays ou d'un peuple afin que le danger soit enfin pris au sérieux?

Les dix dernières années ont apporté une reconnaissance croissante du lien entre les droits humains et le changement climatique, y compris dans les tribunaux et les organismes des droits humains. Cette année, le Rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains, Philipp Alston, a présenté un rapport sur «Changement climatique et pauvreté» qui fait état des conséquences dévastatrices du changement climatique pour les personnes vivant dans la pauvreté. Même dans le meilleur des cas, des centaines de millions de personnes seront confrontées à

l'insécurité alimentaire, à la migration forcée, à la maladie et à la mort. Selon le rapport, le changement climatique menace l'avenir des droits humains et risque de réduire à néant les progrès réalisés au cours des cinquante dernières années en matière de développement, de santé mondiale et de réduction de la pauvreté.

Lors de la COP 25, le Center for International Environmental Law a présenté son nouveau rapport «Rights in a changing climate», financé par le gouvernement luxembourgeois, dans lequel l'organisation plaide pour une approche de l'action climatique fondée sur les droits humains. Le rapport examine notamment comment la dimension des droits humains peut être intégrée dans la mise en oeuvre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique par les Etats membres.

La présentation de ce rapport ne fut pas l'unique événement remarquable de la COP 25. La conférence fut également l'occasion pour la Commission des droits humains des Philippines de présenter les résultats d'une enquête menée depuis 3 ans qui conclut que les entreprises fossiles peuvent être tenues responsables, juridiquement et moralement, de violations des droits humains liées au changement climatique.

Antoniya Argirova

brennpunkt

Sommaire

Edité par

Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
RCS F6030
e-mail: brennpunkt@astm.lu
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture: Patty O Sullivan,
Unsplash

Responsable de la rédaction

Antoniya Argirova
Dossier: Antoniya Argirova, Dietmar
Mirkes et Raquel Luna

Ont participé à ce numéro

Antoniya Argirova, Million Belay, Baas
Brimer, Gabriela Caceres, Zélie Guisset,
Erika Gonzalez, Tres Gorza, Jean Feyder,
Dietmar Mirkes, Antoni Montserrat
Moliner, Anne Müller, Michel Oberweis,
Alfie Pulumbarit, Pedro Ramiro, Julie
Smit, Juan Hernandez Zubizarreta

Layout

Antoniya Argirova

Impression

CA-Press Esch/Alzette

Vous pouvez soutenir le magazine en
faisant un don sur le compte
CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC :
CCPLULL) avec mention « don bp3w »
en n'oubliant pas votre nom et adresse
complète. Renseignements:
Jeanny Pepper
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.pepper@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois
par an. Tirage: 1100 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est
autorisée à condition que la source
soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei
unter der Bedingung, dass die Quelle
angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la
Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la
présente publication n'engagent que
leurs auteurs.

astm
ACTION SOLIDARITE TIERS MONDE

Dossier: Changement climatique, la plus grande menace pour les droits humains

- 6 « La lutte contre le changement climatique ne doit pas se faire au détriment du droit au développement des plus pauvres. »
- 10 ZAD Arlon, une sablière à défendre : « Défense du territoire rime avec défense des droits »
- 14 Dérèglement climatique et santé: ça va franchement mal
- 18 Die COP25 in Madrid – Impressionen und Ergebnisse
- 22 COP 25 : Récit de deux événements
- 24 Youth for Climate: En 2020, nous donnerons tout!
- 25 Quelle responsabilité des entreprises fossiles en matière de droits humains?
- 28 Cinq questions à...Baas Brimer
- Perspectives**
- 31 Coup d'État en Bolivie!
- 33 Le ras-le-bol en Amérique latine: une surprise?
- 38 Die Landflucht der Jugend in der Sahelzone
- 40 Le traité international pour contrôler les multinationales, de plus en plus lointain
- 43 La terre, Oceana Gold et le peuple de Didipio
- Coin CITIM**
- 46 Tout ne va pas si mal: 50 raisons de garder l'espoir

Dossier Changement climatique: la plus grande menace pour les droits humains

6



Dossier CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DROITS HUMAINS

« La lutte contre le changement climatique ne doit pas se faire au détriment du droit au développement des plus pauvres. »



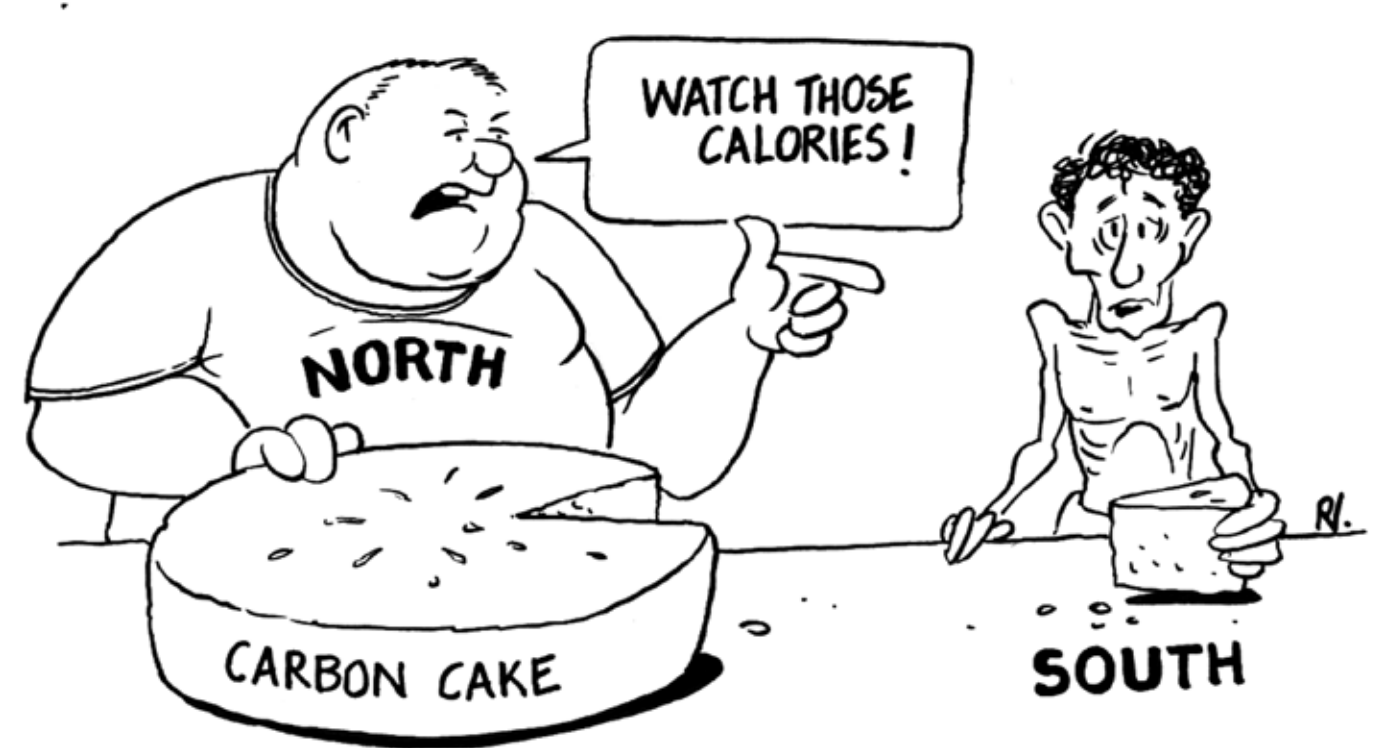
Antoniya Argirova

A l'occasion de son 50ème anniversaire, l'ASTM a organisé le 22 novembre 2019 une conférence-débat avec Sunita Narain, écrivaine et militante environnementale indienne sur le sujet de la justice climatique. Elle est directrice du Centre for Science and Environment et rédactrice en chef du magazine Down to Earth. Tout au long de son travail, elle cherche à établir des liens entre environnement et développement.

Purifier l'air de Delhi est devenu une obsession pour ses citoyens. La ville fait face à une urgence de pollution en ce moment même. Les écoles doivent fermer. Il y a beaucoup d'inquiétude : les gens se préoccupent de la santé de leurs enfants, ils sont scandalisés.

Je veux surtout partager avec vous ce que nous apprenons en essayant de nettoyer notre ville car c'est également important pour votre lutte, notre lutte. Afin d'éviter la pollution, les gens ont besoin d'alternatives. Revenir à un air pur est possible si nous subvenons aux besoins de toutes les couches de la population, y compris des plus pauvres. La pollution de l'air est le plus grand égalisateur mondial : lorsqu'il s'agit d'air, il n'y a pas d'options, les riches et les pauvres en ont tous besoin. Si nous voulons que l'air soit pur, il faut une croissance inclusive qui prenne en compte tant les besoins des uns que des autres.

C'est par les leçons apprises du combat au sein de sa propre ville que Sunita Narain a commencé son exposé sur les défis de la justice climatique. Selon elle, la première leçon apprise est que si la croissance n'est pas inclusive, elle ne sera pas durable. La deuxième est que l'Inde ne peut pas adopter une approche graduelle pour nettoyer l'air.



Surpasser les solutions européennes

«L'approche graduelle n'a pas fonctionné», a déclaré d'office Sunita Narain. « Elle n'a pas fonctionné en Europe et elle ne fonctionnera pas non plus en Inde ». Sunita Narain a expliqué que l'Europe avait investi beaucoup de temps, d'argent et de ressources à essayer de concevoir des voitures moins polluantes. Or, même si chaque génération de voitures a été améliorée, l'Europe est toujours restée en retard par rapport à l'évolution des problèmes environnementaux liés à l'utilisation des véhicules.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de reproduire ce schéma : continuer à développer des moyens plus « propres », investir et être toujours dépassé. Personne n'a ce genre de ressources. En Inde, nous n'utilisons pas de diesel mais du gaz naturel et cette solution nous a déjà propulsé devant l'Europe ».

Pourquoi ne pas continuer à «réparer» les voitures ? En Inde, moins de 20 % de la population possède un véhicule ou fait la navette en voiture. Les voitures occupent jusqu'à 90 % de l'espace routier. A 20%, les villes sont déjà polluées et congestionnées. Où est l'espace routier pour les 80 % restants de la population ?

« C'est la question que tout le monde devrait se poser. Nous devons planifier les routes sur la base d'une équité d'utilisation. Nous ne pouvons pas assainir l'air si nous ne remodelons pas notre système de transport. Si nous ne travaillons pas sur un autre système de mobilité - où nous déplaçons les gens et pas les voitures - nous ne pourrions pas obtenir de l'air pur. Si nous ne faisons pas de place - les riches doivent faire de la place - pour le bus ou le vélo, nous n'aurons pas d'air pur. »

Actuellement en Inde, la plupart des gens dans les villes continuent à faire du vélo, à marcher et à prendre les transports en commun. Est-ce une opportunité d'être pauvre et de ne pouvoir accéder aux voitures s'interroge Sunita Narain. L'Inde

peut-elle continuer à se développer tout en sautant la « phase de la voiture » ?

« Pour pouvoir sauter cette étape, nous avons besoin d'un système de transport inclusif qui fonctionne pour les pauvres et les riches. Ceci demande des investissements et des subventions massifs car d'un côté le système de transport doit être abordable pour tout le monde, y compris les pauvres et d'un autre côté, il doit être moderne, confortable, sûr et rapide afin que les riches aient envie de l'utiliser (au lieu de prendre leurs voitures) ».

Changement climatique et droit au développement

Quand Sunita Narain était à la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement en 1992, elle ne pensait pas qu'elle serait encore vivante pour voir l'impact du changement climatique. La vitesse du changement est tout simplement incroyable selon



© Centre for Science and Education

elle. Les pauvres dans le monde sont les premières victimes du changement climatique et la crise des moyens de subsistance et de survie rendra le monde plus instable. Mais les impacts climatiques ne se limiteront pas aux pauvres - les températures augmenteront à mesure que les humains continueront à pomper les émissions dans l'atmosphère. Tout le monde sera touché.

« Si les pauvres ont besoin de réduire les émissions, alors nous avons besoin de coopération ; cela exigera de l'équité - un accord juste pour tous. L'accord exigera de fournir des options réelles pour les pauvres - passer à une énergie plus propre tout en respectant leur droit au développement. La question du droit au développement est essentielle même dans un monde en crise climatique ».

L'anormal devient la norme

La directrice du Centre for Science and Environment n'a pas hésité à tirer la sonnette d'alarme : « Aujourd'hui quand

il pleut, il ne pleut pas, c'est un déluge». Au cours de la saison des moussons de 2019, l'Inde a observé plus de 1 000 cas de pluies abondantes et extrêmes ; de nombreux endroits ont reçu de 1 000 à 3 000 % de pluie en plus en une seule journée, par rapport à leur moyenne. Il y a donc eu des inondations. Mais pire encore, après les inondations, vient la sécheresse parce que les régions, les villes, les villages n'ont pas la capacité de capter la pluie car les systèmes de drainage, les étangs et les réservoirs ont été détruits. Ainsi, des inondations ont lieu en temps de sécheresse. C'est tout à fait anormal.

Inondations, typhons, cyclones, orages de poussières : les événements extrêmes deviennent un phénomène annuel en Inde. Ils détruisent les investissements gouvernementaux de développement. A mesure qu'ils arrivent plus fréquemment, il devient plus difficile pour les populations de survivre. Les gens sont forcés de se déplacer, d'émigrer d'abord vers les villes, puis vers d'autres pays.

« Le pire du débat porte sur l'immigration, c'est ignoble et cela ne fera qu'empirer à mesure que les changements climatiques

feront pencher la balance encore plus loin. Cela renforce l'insécurité croissante et les débats polarisés dans le monde. »

L'enjeu principal est l'économie (et pas l'écologie)

La croissance est liée au climat, rappelle Sunita Narain. Aucun pays n'a encore appris à s'enrichir sans émissions. Actuellement, l'effort des Etats se concentrent sur le maintien de coûts d'énergie bas, mais cela augmente la consommation et annule tous les efforts visant à réduire les émissions.

Sunita Narain prône une croissance partagée : « La lutte contre le changement climatique doit prendre en compte le partage de la croissance entre les nations et entre les peuples. Les riches doivent réduire et partager les émissions pour que les pauvres puissent grandir. Il faut créer un espace écologique ».

Selon le rapport 2018 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Emissions Gap Report, seules six des 20 premières économies du monde, qui sont responsables de 78 % des émissions mondiales, sont en bonne voie d'atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions de CO2.

Cependant, même si toutes les Contributions déterminées au niveau National (CDN) sont atteintes, les températures moyennes mondiales augmenteraient encore de 3,2 degrés en 2100.

Ainsi, les CDN sont non seulement pas atteints mais également pas assez ambitieux et pas équitables d'après Sunita Narain.

« Les négociations devraient porter sur l'économie et non sur l'écologie. Le changement climatique est une question de croissance économique. Aucun pays n'a (encore) construit une économie à faible intensité carbonique. Les Etats agissent trop peu et trop tard. La convention de Rio signée en 1992 établissait des

principes d'équité et d'action efficace. 25 ans plus tard, le monde est toujours en train de discuter, tergiverser et trouver des excuses pour ne pas agir. »

En guise de conclusion, Sunita Narain s'est arrêté brièvement sur le buzz qu'il y a actuellement autour du concept de «net zero». On parle de net zero lorsque la quantité d'émissions rejetées dans l'atmosphère est égale à la quantité extraite de l'atmosphère. Cela veut dire que les Etats peuvent continuer à émettre mais doivent aussi «nettoyer» - en plantant des forêts, en pompant le CO2 dans le sol ou en achetant des émissions des pays en développement.

« Le net zéro est quelque chose dont nous devons vraiment commencer à discuter. Il y a de nouveaux enjeux qui sont en cours. Les terrains des pauvres sont l'option la moins chère pour planter des arbres mais ces arbres risquent de les priver de leurs habitats et moyens de subsistance. La seule option concluante est que les pays réduisent drastiquement les émissions et paient les coûts réels et qu'ils reconnaissent les droits des populations, en particulier des pauvres, à des moyens de subsistance. »

Down to Earth

Down to Earth est un magazine bimensuel qui vise à apporter des changements à la façon dont nous gérons notre environnement, à protéger la santé et à assurer les moyens de subsistance et la sécurité économique pour tous. Son objectif est d'apporter des nouvelles, des perspectives et des connaissances pour préparer à changer le monde.

Le magazine examine les façons dont les gens travaillent dans les forêts, les fermes et les usines pour faire une différence. Il essaye de voir comment ces expériences peuvent être mises à l'échelle. D'après la rédaction, la mise à l'échelle exige invariablement un changement dans une politique ou une réglementation. L'objectif est de fournir cette compréhension de l'impact.

Le magazine est disponible au CITIM et sur le site internet: <https://www.downtoearth.org.in/>

Si les pauvres ont besoin de réduire les émissions, alors nous avons besoin de coopération ; cela exigera de l'équité - un accord juste pour tous. L'accord exigera de fournir des options réelles pour les pauvres - passer à une énergie plus propre tout en respectant leur droit au développement. La question du droit au développement est essentielle même dans un monde en crise climatique



ZAD Arlon,
une sablière à
défendre
«Défense du
territoire rime
avec défense
des droits »

Depuis fin octobre, une
centaine d'activistes, prêt·e·s
à défendre la forêt contre
la création d'une zone
commerciale, a occupé les
lieux de l'ancienne sablière de
Schoppach, près d'Arlon, en
Belgique. Elle a été déclarée
par les jeunes rebelles
écolibertaires « Zone à
défendre » (ZAD).



Tres Gorza

Cette zone verte, où la nature s'est revitalisée après l'arrêt des activités de la sablière et où diverses espèces animales, dont certaines sur la liste « à protéger » se sont installées - comme le triton et l'hirondelle de rivage - risque la destruction. Cette forêt est d'ailleurs très prisée des riverains pour les promenades et les espèces rares ou protégées ; elle a également été classée Zone de grand intérêt biologique par la Région wallonne.

L'action a suscité l'intérêt et la curiosité des habitants du chef-lieu belge qui se sont joints au débat. Les riverain·e·s apportent du matériel, de la nourriture et des couvertures pour se solidariser avec l'occupation du terrain. S'y retrouvent des élus arlonais, des maraîchers, des étudiants, ou des éducateurs spécialisés venant d'Arlon, de la province, ou d'un peu plus loin, et même de Lorraine, pour mettre en place la cuisine, des étagères, une tonne à eau, un dortoir ou encore des toilettes sèches. En quelques semaines, l'espace de la zad est devenu un lieu de rencontres même pour les voisins.

La forêt appartient à Idelux, une intercommunale, chargée du «développement économique et de la gestion de l'environnement». Elle l'a rachetée à la commune pour 3.5 millions d'euros il y a deux ans. Idelux n'est donc pas du tout enchanté de voir les activistes occuper le terrain. Dans un communiqué elle déclare : « L'occupation illégale du site de Schoppach, les dégradations de biens et de bâtiments sont des actes stériles et néfastes qui ne servent en rien la cause que certains entendent défendre avec tant d'ardeur. » Pour justifier un futur délogement des occupant·e·s, Idelux se cache derrière le DNF (Département de la Nature et des Forêts) pour agiter le drapeau de la sécurité : Les épicéas scolytés (il s'agit d'une espèce d'arbres) seraient dangereux pour les occupants du site et risqueraient de leur tomber sur la tête. (On se croirait dans une authentique BD d'Astérix !)

Les occupants quant à eux annoncent dans un communiqué à l'agence Belga qu'ils resteront sur place « tant que le projet de zoning d'Idelux ne sera pas abandonné » et clament que « les luttes

Les ZAD s'inscrivent dans la lignée des formes de résistances territoriales en phase avec les préoccupations contemporaines et comme une réaction à la contradiction entre la protection de l'environnement et l'objectif de l'aménager. Apparu en France au début des années 2010, le terme a été popularisé lors de l'opposition citoyenne au projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (France). Le mouvement des ZAD entend agir en défense de l'environnement, du droit des populations locales à décider de l'avenir de leurs territoires et du rejet d'une conception de l'économie productiviste.

contre toute forme d'exploitation de la nature ou des humains n'ont pas de frontière. Ni à Arlon, ni ailleurs, stop au bétonnage du vivant ! » Ils prônent l'arrêt de l'artificialisation massive des sols et l'accaparement des territoires à des fins privées. Ils prétendent ainsi sauvegarder l'environnement et le droit des habitants à décider de leur avenir.

Même si la police a évacué une partie du matériel mis en place par des riverains, le jour après, deux fois plus de matériel leur a été offert. La situation est donc tendue et la commune et Idelux jouent la carte du dialogue. Plus de 80 riverain·e·s sont venus à la réunion d'information et on voyait bien „l'effet ZAD“, c'est-à-dire à quel point l'occupation a déjà servi pour sensibiliser / réveiller les citoyen·n·es qui n'ont pas hésité à questionner le projet proposé.

Dans le journal en ligne « Le SOIR », Vincent Magnus, bourgmestre d'Arlon, estime que « nous avons tous un droit sur la sablière, Ville, Idelux et DNF. En effet, si la Ville a vendu les 30 has à Idelux, elle a signé un bail emphytéotique avec le DNF pour la partie « réserve naturelle » (5,7 ha) à créer, côté autoroute. « Les zadistes se trompent de combat. C'est une opposition de principe contre le capitalisme ! Ils veulent lutter pour une meilleure biodiversité, c'est bien cela



© ZAD Arlon

qu'on veut sur le site. Et on l'a voulu depuis le début. Or, il faut un milieu ouvert pour favoriser la biodiversité. »

Et de poursuivre : « Comme le dit le scientifique Jean-Paul Jacob, faire cohabiter les PME et la biodiversité est compatible. Nous n'avons plus de place à Arlon pour accueillir des entreprises artisanales, et c'est bien là le problème. La question de fond est : que voulons-nous faire de notre territoire ? »

C'est là la question que les zadistes mettent au centre de leur action. Ils déclarent qu'il s'agit d'une question urgente qui dépasse les réponses technologiques et qui touche aux mécanismes de participation et de dialogue social, aux modes de consommation, et qui questionne le modèle économique actuel.

Michaël Lucas, habitant d'Arlon, très perspicace, a répondu au bourgmestre dans une lettre ouverte, en pointant certains enjeux de ce combat :

« Comme la majorité d'entre nous, vous êtes sur la grosse machine du productivisme et du consumérisme. Vous voyez qu'elle n'avance pas dans le bon sens et pensez, sincèrement, pouvoir la dévier de son cap.

Leszadistes, eux, n'y croient pas. Ils voient que la machine avance de manière folle et aveugle, mue par sa propre logique incontrôlable : chaque gisement de pétrole doit être vidé jusqu'à la dernière goutte, chaque mare doit être asséchée, chaque source d'enrichissement doit



être exploitée et accaparée. La machine ne se préoccupe pas des dégâts qu'elle occasionne : inégalités abyssales, exploitation humaine, conflits armés, épuisement des ressources naturelles, pollutions, destruction de la biodiversité, dérèglement climatique. Prédatrice, elle avance inexorablement, portée par les multinationales et les PME, les consommateurs et les politiques.

Par leur occupation, ils nous incitent à penser un autre développement économique que celui auquel nous avons pris l'habitude de nous référer, celui dont la plus-value ne se mesure que sous forme comptable. Il ne s'agit pas pour nous de faire la révolution, guidés par une quelconque idéologie, mais bien d'œuvrer concrètement à la sortie du capitalisme. La ZAD nous pose cette question : "que faisons-nous, ici et maintenant, pour nous débarrasser de ce productivisme absurde ?".

Il finit par la phrase suivante de Jean Ziegler : «Le capitalisme ne peut être humanisé cessons donc de lui dérouler le tapis rouge. »

En lisant l'histoire de la ZAD de Schoppach, on se rappelle la lutte qui a été menée en Allemagne dans la forêt de Hambach, contre une extension de l'exploitation de gisements de lignite, projet de la RWE,

alors que se pointe à l'horizon et voulue par la politique, la sortie de l'énergie du charbon. Les habitant·e·s des maisons dans les arbres ont été délogé·e·s manu militari, mais ils/elles ont obtenu gain de cause, la forêt ne sera pas rasée ! Ou encore, on peut penser à la résistance à Notre-Dame-des-Landes, en France, où une occupation du terrain a fait échec à la construction d'un aéroport.

Et pendant une quinzaine de jours, la construction d'une maison dans les arbres de la forêt de Vollhöfen à Hambourg s'est mise en place pour éviter le défrichement prévu pour permettre une extension du port de Hambourg. Le 24 octobre suivait un délogement par la police. Les occupations de terres foisonnent en Allemagne, même si toutes ne sont pas si spectaculaires que celle de Hambach.

Ces actions ont des points en commun : La préoccupation principale des activistes est la conservation de la nature, la lutte contre le changement climatique qui nécessite des mesures d'urgence immédiates sans tergiversations de politiciens de toutes les couleurs.

« Depuis quelques mois, quantité d'études et de rapports nous rendent compte de l'état dramatique de notre planète, la Wallonie n'y échappe pas,

et particulièrement de la disparition alarmante en ce qui concerne la population d'oiseaux, insectes et autres organismes pollinisateurs essentiels à notre environnement et donc à notre propre vie. Ces chutes brutales de la population animale ne nous obligent-elles pas à prendre en compte l'empreinte humaine sur notre environnement et à agir avec cohérence ? » (Argumentation des « zadistes » d'Arlon)

Par ailleurs ils/elles estiment que la lutte contre le changement climatique est aussi une lutte contre le système économique néolibéral actuel.

« Avec la forme de résistance choisie, nous voulons nous opposer ensemble à l'administration portuaire et donner un signal clair contre la destruction et l'exploitation de la nature et de l'être humain. Nous luttons pour un monde solidaire, sans domination ou les intérêts économiques ne priment pas sur nos intérêts à nous tous et ceux de la nature.» (Les activistes de Hambourg Vollhöfen)

L'action est radicale, déterminée et sans compromis ! Les activistes sont déterminé·e·s à rester jusqu'à l'abandon du projet. Pour les soutenir et pour augmenter la pression sur les décideur·e·s politiques, le soutien des riverain·e·s leur est précieux. Ce sont les électeurs et électrices qu'aucun·e élu·e ne peut se permettre de vexer.

La vue des zadistes est aussi internationale et internationaliste. Les acteurs qui sont responsables de la dégradation de la nature sont les mêmes partout dans le monde. Des multinationales qui ne rechignent pas devant la corruption et la violence pour mettre en pratique leurs politiques de maximisation de profit.

« La conservation de la forêt de Hambach doit être vue dans un contexte global : L'énergie produite par l'exploitation à ciel ouvert à Hambach est utilisée e.a. par l'industrie de l'armement, ce qui signifie un soutien actif aux guerres. Chaque guerre détruit des vies et contraint des personnes à fuir. Mais ce ne sont pas seulement les armes qui tuent, par la

destruction de l'environnement les êtres humains perdent leur fondement de vie. La production d'énergie par le charbon en Rhénanie contribue elle aussi au changement climatique généré par les humains, un fait qui est à la base de ce que de plus en plus de personnes doivent quitter leur pays d'origine. » (Activistes du « Hambacher Forst »)

En même temps, il y a dénigration de l'action des activistes, et souvent, leur délogement du territoire se poursuit par des procès en masse. Michaël Lucas a encore répondu au bourgmestre d'Arlon: « Oui, l'action est illégale et vous êtes le garant de la légalité. Rappelons toutefois que de nombreux progrès sociaux et démocratiques ont été acquis à la suite de mobilisations hors cadre légal. Ne sommes-nous d'ailleurs pas les héritiers de plusieurs révolutions?» A la sablière

Les mouvements de défense de la terre dans les pays en voie de développement, souvent par des représentant·e·s des peuples indigènes ont le même objectif et notre nouveau partenaire «Accion Ecologica » en Equateur, milite pour la protection de la forêt vierge amazonienne et la défense de la souveraineté alimentaire. L'Equateur est le seul pays au monde avec la Bolivie à avoir reconnu constitutionnellement les droits de la nature. Ils ont été ancrés dans la constitution en 2008. Mais malheureusement la constitution n'est pas toujours appliquée s'il s'agit de gros intérêts économiques. Ainsi, Accion Ecologica a lutté pendant des années pour préserver le parc naturel Yasuni. Le président Rafael Correa a appelé la communauté internationale à une compensation pour la non-exploitation du pétrole dans le parc. Il a finalement cédé et accordé une concession, faute de soutien international. Mais la lutte d'Accion Ecologica en faveur d'une communauté Shuar, qui aurait dû être délogée a stoppé le projet.

de Schoppach p.ex., un incident de délogement d'un journaliste du site est mis en avant pour crier au musèlement de la presse et pour justifier une éventuelle intervention de la police. Mais en général, aucun incident « violent » n'a eu lieu et le journaliste en question n'a pas été blessé.

En Allemagne cependant, des centaines de personnes sont poursuivies pour l'occupation et dégradation de la forêt de Hambach.

A Notre Dame des Landes, deux femmes (e.a.) ont été mises en examen pour dépôt d'ordures après avoir déposé devant la préfecture de Nantes des centaines de douilles de grenades lacrymogènes tirées dans le bocage qu'elles avaient rassemblées sur le site occupé, après le passage de la police. Relaxées en première instance, le parquet a fait appel, mais le jugement a été confirmé. « Une fois de plus, la démonstration est faite de l'acharnement stérile du parquet nantais », a indiqué Me Pierre Huriet, avocat des deux femmes.

L'action des activités activistes fait également le lien avec la lutte pour un monde plus juste, plus démocratique, plus égalitaire. Le mouvement international contre le changement climatique est coresponsable du passage à l'action de jeunes militant·e·s, comme par exemple ceux d'« Extinction Rebellion » qui au niveau international utilisent les moyens de la désobéissance civile pacifique pour lutter contre le changement climatique. XR d'Arlon a d'ailleurs rendu attentifs les citoyen·ne·s de la ville en créant des graffitis bien visibles dans l'espace public. Ils/elles veulent interpeller les politicien·n·es, favoriser l'activité à la base par la création de réunions de citoyen·n·es amené·e·s à se prononcer sur la question. Ne pas laisser les décisions aux seul·e·s politicien·ne·s, mais impliquer concrètement les concerné·e·s à formuler leurs revendications et à les réaliser. Loin de se contenter d'actions purement défensives, les occupants des ZAD tentent également de scénariser et de matérialiser le futur. Ils expérimentent des modes de vie et d'organisation sociale alternatifs, fondés

Rappelons encore que le Luxembourg est bel et bien concerné directement par la problématique qui se joue devant ses portes à Arlon. Avec près d'un quart de sa population qui travaille au Grand-Duché, le chef-lieu de la Province de Luxembourg fait face à une forte demande de logements. Une explosion urbanistique qui vise notamment à absorber la hausse de 29% de ces frontaliers enregistrée sur la dernière décennie. S'y ajoute le nombre croissant de luxembourgeois qui viennent s'installer en Belgique vu la flambée des prix de logements au Grand-duché. Ce qui a comme conséquence une hausse des prix dans la région frontalière belge, ne permettant plus à un salarié non-frontalier l'acquisition d'un logement à un prix raisonnable. Selon l'office statistique belge, une maison se vendait 242 000 € à Arlon, contre un prix médian de 144 000 € en Wallonie. Et encore, tout le monde connaît les bouchons quotidiens vers le Luxembourg le matin et vers la Belgique le soir. Cette situation n'est sûrement pas propice pour améliorer le climat !

sur l'habitat participatif, la permaculture et la démocratie directe. Ainsi, à Notre Dame des Landes, les occupant·e·s ont récemment signé des baux pour légaliser l'agriculture biologique qu'ils/elles pratiquent depuis deux ans déjà sur le site qui était destiné à l'aéroport. Pour ce faire, ils/elles ont aussi dû faire face à des fermes agricoles « traditionnelles » qui utilisent des pesticides. Préserver la biodiversité, sauver le climat, décarboner la production agricole, offrir du travail à profusion : à Notre-Dame-des-Landes, d'immenses défis sont saisis à bras le corps.

D'autres mouvements à la base influencent aussi le militantisme écologique. Devenu « fan » des gilets jaunes, Murdoch raconte : « Quand on agit, on se sent vivre. J'ai vécu ça en me sédentarisant ici sur la zad. Revoir ça fleurir chez les gilets jaunes, cela m'a

vraiment ému. En plus, ils ne sont pas contraints par le cadre militant, cela leur donne une grande liberté, et beaucoup d’imagination.

La lutte des activistes écologistes d’aujourd’hui rejoint aussi celle de l’ASTM, qui a identifié le problème du changement climatique depuis plus de 25 ans. En 1995, le «Klimabündnis Letzebuerg» a été créé sous initiative de l’ASTM et du Mouvement écologique. S’y retrouvent 40 communes qui ont comme objectif la réduction des émissions de gaz de serre de 10% tous les cinq ans. Comme notre style de vie a des conséquences directes sur les peuples et des lieux menacés spécialement, le « Klimabündnis » veut lier l’action locale et la responsabilité globale. Le réseau favorise le partenariat avec les peuples indigènes, mène des campagnes pour augmenter la prise de conscience et développe des instruments pour la planification pour la protection climatique.

Pour l’instant, les activistes à Schoppach en appellent d’ailleurs à la solidarité des habitant-e-s et demandent leur soutien. La discussion avec Idelux, quoique cordiale, ne les a pas convaincu-e-s de quitter le site. Occupé-e-s à s’organiser et à s’équiper pour affronter les rigueurs de l’hiver, les militant-e-s écologistes lancent « un appel à des chantiers collectifs chaque week-end et à constituer des comités locaux de soutien en Belgique et ailleurs.» Le 29 novembre lors de la grève pour le climat, les activistes d’Arlon ont répondu présentEs.

Ensemble, nous allons refaire le monde !

Sources:
1 Républiqueain lorrain du 28 octobre 2019
2 <https://hambacherforst.org/>
3 <https://www.facebook.com/groups/204313240385214/>

Au moment de la rédaction de cet article, la ZAD venait de recevoir un avis d’expulsion dont la date exacte était encore inconnue.

Dérèglement climatique et santé: ça va franchement mal


Antoni Montserrat Moliner

Ces 50 dernières années, les activités humaines, avec en particulier l’utilisation des combustibles fossiles, ont rejeté des quantités suffisantes de dioxyde de carbone CO2 et d’autres gaz à effet de serre pour retenir davantage de chaleur dans les couches basses de l’atmosphère et avoir une incidence sur le climat mondial.

Au cours des 130 dernières années, la température a augmenté d’environ 0,85°C dans le monde. Ces 25 dernières années, le rythme s’est accéléré et on est à plus de 0,18°C de réchauffement par décennie¹. Le changement climatique est en train de devenir le plus grand défi sanitaire du XXIe siècle. Aujourd’hui, près d’un tiers de la population mondiale fait face à des pics de chaleurs pendant au moins 20 jours par an. D’ici 2100, cette proportion pourrait grimper à 70 % de la population si rien n’est fait pour limiter le réchauffement climatique. Les vagues de chaleur exacerbent les insuffisances cardio-vasculaires, provoquent insulations, déshydratations et maladies rénales et même la mort².

Aujourd’hui, près de la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas d’une couverture complète des services de santé essentiels. Selon l’OMS, 100 millions de personnes sombrent chaque année dans la pauvreté extrême à cause des dépenses de santé laissées à leur charge³.

Pour renforcer l’accès aux soins de santé, l’Organisation des Nations Unies s’est fixé pour objectif de parvenir à une couverture universelle des soins de santé (CSU) dans le cadre de ses objectifs de développement durable d’ici 2030. Mais la santé et le bien-être sont également

soumis à d’autres facteurs de risque, tels que les changements climatiques qui perturbent les avantages sanitaires et financiers que la CSU peut offrir. Les soins de santé universels pourraient jouer un rôle important dans la création d’une «résilience sanitaire» face aux changements climatiques.

Dans le monde, le nombre des catastrophes naturelles liées à la météorologie a plus que triplé depuis les années 1960. Chaque année, ces catastrophes ont provoqué plus de 60 000 décès, principalement dans les pays en développement. L’élévation du niveau des mers et le nombre croissant d’événements climatiques extrêmes détruiront des logements, des établissements médicaux et d’autres services essentiels. Plus de la moitié de la population mondiale vit à moins de 60 km de la mer. Les populations seront contraintes de se déplacer, ce qui renforcera divers risques sanitaires, allant des troubles de la santé mentale aux maladies transmissibles.

Les urbains sont particulièrement vulnérables à cause des «effets d’îlots de chaleur urbaine» conduisant à des températures plus élevées dans les centres urbains plutôt que dans les campagnes environnantes. Les plus âgés, les enfants, les personnes atteintes de maladies chroniques, qui travaillent à l’extérieur, qui habitent dans logements précaires et manquent d’accès aux infrastructures et services de base, sont plus sujets aux maladies liées à la chaleur voire à la mort.

Dans un contexte d’urbanisation croissante, la question des vagues

de chaleur en milieu urbain devient essentielle en santé publique. Joy Shumake-Guillemot, médecin et coprésidente du Réseau mondial d’information sur la chaleur et la santé (GHHIN)⁴ au bureau santé et climat de l’OMS, précise que ces vagues sont définies sur la base de la climatologie de la région. Mondialement, il est observé que chaque événement de ce type est de plus en plus chaud et dure plus longtemps: les villes se réchauffent de

les villes génèrent elles-mêmes de la chaleur (trafic, voitures, moteurs) qui ne se dissipe pas, d’autant plus en cas de brouillards, de pollutions localisés qui provoquent et accentuent des mini-effets de serre⁵.

Le changement climatique a déjà provoqué un accroissement du nombre de vagues de chaleur. En 2017, 157 millions de personnes supplémentaires ont été exposées à des événements caniculaires comparé à l’année 2000, selon la dernière

des maladies cardio-vasculaires et rénales. Plus largement, les aléas climatiques touchent actuellement 27 attributs de la santé humaine (mortalité, morbidité, blessures, malnutrition ou encore espérance de vie), selon une large recension parue dans Nature Climate Change en novembre 2018⁷.

Parmi ces attributs observés: les décès qui apparaissent associés avec des multiples dommages physiologiques comme



© Bread for the World, flickr

plus en plus vite. L’humidité amplifie l’influence des hautes températures (de nombreux centres urbains sont situés dans des régions tropicales ou subtropicales et sur les côtes) ; la végétation a été remplacée par du ciment, du métal, du verre, de l’asphalte, autant d’éléments qui collectent la chaleur au lieu de la disperser. Dès lors,

édition du Rapport 2017 du «Compte à rebours santé et changement climatique» du Lancet⁶, revue médicale britannique de référence.

Ainsi, les populations vulnérables, notamment les adultes de plus de 65 ans, sont exposées au stress thermique, ce qui augmente leur risque de développer

l’hyperthermie pendant les canicules (un total de 780 événements ayant entraîné un excès de mortalité ont été reportés entre 1980 et 2014), les inondations, les famines. La perte de la couverture terrestre naturelle a nui à la protection côtière, ce qui a probablement contribué à l’augmentation de la mortalité pendant les tempêtes et les inondations et les

changements dans les précipitations et la chimie des océans ont causé des morts humaines par une transmission accrue de maladies pathogènes.

En augmentant la pertinence de l’habitat des agents pathogènes et des vecteurs, les changements de réchauffement et de précipitations ont contribué aux épidémies de paludisme, de diarrhée, de dengue, de salmonellose, de choléra, de leptospirose, de fièvre de la langue bleue et de campylobactériose. De même, le réchauffement a facilité l’expansion de l’aire de répartition des vecteurs impliqués dans les flambées de peste transmises par les rongeurs, le virus du Nil occidental par les oiseaux, la schistosomiase par les escargots et l’encéphalite par les tiques. La fragmentation des forêts a augmenté la densité des tiques près des gens déclenchant des flambées de la maladie de Lyme et de l’encéphalite, les incendies ont conduit les chauves-souris frutières plus près des villes provoquant des flambées de virus Hendra et Nipah, et la fonte des glaces dues au réchauffement a forcé des campagnols à trouver un abri dans les maisons augmentant les infections de hantavirus. Les risques climatiques altèrent également la santé mentale: des dépressions et des stress post-traumatiques ont été recensés après des tempêtes aux Etats-Unis, comme l’ouragan Katrina qui a dévasté la Nouvelle-Orléans en 2005.

Malgré une menace qui se dessine de plus en plus nettement, les systèmes de santé ne sont pas suffisamment adaptés. Dans plus de la moitié des 478 villes ayant participé à l’étude publiée dans The Lancet⁸, on s’attendait à ce que le changement climatique compromette sérieusement les infrastructures de santé, soit directement, en raison d’inondations ou de tempêtes qui les rendraient inopérantes, soit indirectement, en augmentant le nombre de patients à traiter. Pourtant, seulement 22 % des hôpitaux et 20 % des centres de soins ont mis en place des plans pour répondre à ce défi, selon l’enquête. Par ailleurs, le secteur de la santé représente moins de 5% des dépenses consacrées aux mesures d’adaptation au réchauffement.

« Les enfants sont particulièrement vulnérables aux risques sanitaires liés aux changements climatiques. Leur corps et leur système immunitaire sont encore en train de se développer, ce qui les rend plus vulnérables aux maladies et aux polluants», fait valoir le Dr Watts, de l’Institut pour la santé mondiale de l’université de Londres⁹. Selon le rapport de The Lancet, les nouveau-nés et les enfants en bas âge seront les premiers à souffrir des effets du réchauffement climatique, notamment en raison de l’explosion des maladies infectieuses et ce, quel que soit l’endroit du globe où ils viendront au monde. Outre la malnutrition, les enfants sont également menacés par la prolifération de la bactérie vibrio, responsable du choléra et de la plupart des maladies diarrhéiques. La dégradation de la qualité de l’air aura également un impact direct sur la santé des enfants dont les poumons sont en formation. On risque alors de voir exploser les cas d’asthme mais aussi le nombre de crises cardiaques et d’accidents vasculaires cérébraux.

Tous les pays du pourtour méditerranéen sont déjà concernés, note Giovanni Rezza, directeur du département maladies infectieuses à l’Institut supérieur de la santé à Rome¹⁰. L’événement récent le plus préoccupant est l’épidémie de chikungunya qui a frappé l’Italie à l’été 2017, avec “plus de 400 cas”, et “une défaillance dans le diagnostic précoce”,

puisque la maladie n’a été identifiée par les pouvoirs publics qu’au bout de plusieurs semaines, favorisant l’infection de nouvelles personnes, souligne le chercheur. Cette tâche de repérage précoce est d’autant plus dure en Italie que le moustique tigre, qui transmet la dengue et le chikungunya, est désormais endémique dans une grande partie du pays. D’où la nécessité de renforcer la vigilance là où le phénomène est encore limité, comme la France avec la Côte d’Azur, où plusieurs cas autochtones de dengue ont été signalés depuis 2014.

Chikungunya en Italie, dengue sur la Côte d’Azur... Et un jour au Luxembourg? L’Europe et le Luxembourg doivent se préparer à des épidémies jusqu’ici réservées aux régions tropicales, préviennent des chercheurs, même si le rythme et l’ampleur de cette expansion restent difficiles à prévoir. Au Luxembourg moustique tigre, moustique japonais, tique géante, de nouvelles espèces d’insecte apparaissent et peuvent potentiellement transmettre virus et bactéries. Le Luxembourg s’arme pour assurer une veille sanitaire efficace et se prémunir d’une épidémie¹¹. La liste des maladies infectieuses et agents pathogènes à déclaration obligatoire par les médecins a été mise à jour par le Ministère de la Santé début 2019 en tenant compte de certains des risques annoncés¹².



Les zones n’ayant pas de bonnes infrastructures de santé, pour la plupart dans les pays en développement, seront les moins en mesure de se préparer et de faire face à la situation sans assistance, mais ce que l’avenir climatique nous réserve au Luxembourg reste toujours difficile à prédire.

“Heureusement”, l’Italie, l’Espagne, le sud de la France, la côte croate et la Grèce sont pour le moment “une zone tropicale seulement à temps partiel”: les hivers sont suffisamment froids pour que la transmission s’interrompe. Mais à mesure que les périodes de haute température s’allongent, cette “fenêtre” pendant laquelle ces maladies peuvent se transmettre va devenir plus large, favorisant des épidémies de plus grande importance, avertit Giovanni Rezza, tout en soulignant qu’il s’agit de “changement à moyen et non à court terme”.

Les travaux présentés par Jan Semenza, du Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC)¹³, montrent également une extension du territoire des tiques, responsables de certaines encéphalites virales et de la maladie de Lyme. “Nous observons une expansion des tiques causée par les températures plus élevées, elles se développent vers le Nord et à des altitudes plus élevées”, a-t-il déclaré. Un phénomène déjà clairement présent au Luxembourg où le nombre de cas de la maladie de Lyme augmente fortement d’année en année.

«Sous l’impulsion des changements climatiques, la dengue est la maladie virale transmise par les moustiques qui se propage le plus rapidement au monde», prévient le rapport. «Neuf des

dix années les plus propices en matière de transmission de la dengue ont eu lieu depuis l’an 2000, permettant aux moustiques d’envahir de nouveaux territoires en Europe», selon les chercheurs¹⁴.

Le climat exerce aussi une forte influence sur le paludisme. Transmis par des moustiques du genre Anophèles, il tue près de 400 000 personnes par an, pour la plupart des enfants africains de moins de 5 ans. Les moustiques du genre Aedes, vecteurs de la dengue, sont également très sensibles aux conditions météorologiques. Selon certaines études, 2 milliards de personnes de plus pourraient être exposées au risque de transmission de la dengue d’ici les années 2080.

De même, la mouche des sables ou phlébotome, principal vecteur de la maladie parasitaire leishmaniose, pourrait trouver des conditions climatiques favorables à son installation en France, en Allemagne, au Luxembourg et dans le sud du Royaume-Uni d’ici 2060.

Face à ce phénomène, “les agences de santé publique doivent améliorer la surveillance, par exemple à travers des systèmes d’alerte précoce, sensibiliser davantage les professionnels de santé et le grand public sur les risques, ainsi qu’adopter des stratégies de contrôle innovantes telles que les actions communautaires” contre la prolifération des moustiques, souligne le Pr Semenza.

La mesure des effets du changement climatique sur la santé ne peut être que très approximative. Néanmoins, l’OMS, dans une évaluation prenant en compte seulement un petit groupe d’effets possibles sur la santé, et prenant pour hypothèse la poursuite de la croissance économique et des progrès sanitaires, a conclu que le changement climatique pourrait entraîner environ 250 000 décès supplémentaires par an entre 2030 et 2050: 38 000 dus à l’exposition à la chaleur des personnes âgées, 48 000 dus à la diarrhée, 60 000 dus au paludisme, et 95 000 dus à la sous-alimentation des enfants¹⁵.

Les zones n’ayant pas de bonnes infrastructures de santé, pour la plupart

dans les pays en développement, seront les moins en mesure de se préparer et de faire face à la situation sans assistance, mais ce que l’avenir climatique nous réserve au Luxembourg reste toujours difficile à prédire.

Antoni Montserrat Moliner est Senior actif en santé publique pour la Commission européenne, membre du Comité national luxembourgeois pour les maladies rares, membre du Conseil d’administration d’ALAN-Maladies Rares Luxembourg et membre du Comité scientifique de FEDER Espagne.

Sources

1 IPCC. Summary for Policymakers. In: Edenhofer O, R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, I. Baum, S. Brunner, P. Eickemeier, B., Kriemann JS, S. Schlömer, C. von Stechow, T. Zwickel and J.C. Minx editors. Climate Change 2014, Mitigation of Climate Change Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA.: Cambridge University Press; 2014.

2 <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>

3 https://www.who.int/health_financing/universal_coverage_definition/fr/

4 <http://ghhin.org/>

5 <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2019/07/18/comment-soigner-une-humanite-a-2c%E2%80%89/>

6 https://www.thelancet.com/pb/assets/raw/Lancet/Hubs/climate-change/Lancet_Countdown_2017_Executive_Summary_French.pdf

7 https://www.nature.com/articles/s41558-018-0315-6.epdf?referrer_access_token=l1r_PaQemnsQr-V9br06L9RgN0jAjWel9jnR3ZoTv0MpBfb5oK9YR4jvx3dMn7jibhlhb-TMA1J8l9U1zDk_99sHdvMLBmh2GEPkiaXXiZpUjqz7NlGeBDAi3ZdSlv_Swz11ybZ_l8Sg5NCQgxLrRrEqBhBz8Fl20B18XnA3EWPK20h5PKU5aaXG1fwscOfjMYirM3X4eoHFF5cFT6dfNQWklaREE9P90gHHHfc3qOy1hzNCUDTAp86zFiCLUvDvYFpqhJCZ2QZRkVulRyM1h9cOWn4czHlBje9ldw5i_JoT8GVeH6O349C-g2Ma-F&tracking_referrer=www.lemonde.fr

8 <https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736%2818%2932594-7>

9 https://www.francetvinfo.fr/sante/enfant-ado/changement-climatique-la-sante-des-enfants-menacee_3702897.html

10 <https://www.7sur7.be/sante-et-bien-etre/les-maladies-tropicales-s-installent-en-europe-a0e0510c8/?referrer=https://www.bing.com/>

11 <https://www.wort.lu/fr/luxembourg/ces-insectes-dangereux-surveilles-de-tres-pres-5d80bacada2cc1784e34baa2>

12 <https://guichet.public.lu/dam-assets/catalogue-pdf/sante/maladies-infectieuses-guide-declarant/maladies-infectieuses-guide-declarant.pdf>

13 <https://www.lequotidien.lu/magazine/rechauffement-climatique-les-maladies-tropicales-debarquent-en-europe/>

14 https://www.lepoint.fr/environnement/l-impact-du-changement-climatique-sur-la-sante-de-ceux-qui-naissent-aujourdhui-14-11-2019-2347337_1927.php

15 <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>

Die COP25 in Madrid – Impressionen und Ergebnisse



Dietmar Mirkes

Die folgenden Kapitel geben
Impressionen von Side-Events
der globalen Zivilgesellschaft
und die (äußert mageren)
Ergebnisse wieder:

Die ASTM auf der COP25

Die ASTM, vertreten durch Dietmar Mirkes, war gleich am ersten Tag der COP25 in Aktion. Das Internationale Klima-Bündnis hatte gemeinsam mit der COICA, der Dachorganisation der Indigenen des Amazonasbeckens, dem Klima-Bündnis Österreich, Infoe und ASTM/ Klima-Bündnis Luxemburg den Side-Event „Global Climate Action: Indigenous Rights, Territories and Resources“ organisiert. Nach den Beiträgen von Robinson Lopez Descanse von der COICA, der auch der Vizepräsident des Klima-Bündnisses ist, und eines indigenen Vertreters aus Peru stellte Dietmar Mirkes „Luxembourg’s relation to the Amazon basin“ vor. Seine Schwerpunkte waren die Stärkung der Landrechte, die Ratifizierung der ILO-Konvention 169, die Analysen zur Luxemburg-Connection von Odebrecht und die Kampagne zur Unternehmensverantwortung. Er forderte die über 100 Zuhörer im fast vollbesetzten Saal auf, sich auch in

ihrem Land für die Ratifizierung der ILO-Konvention 169 und für ein verbindliches Gesetz zur Unternehmensverantwortung einzusetzen.

Zu Beginn der Veranstaltung gab es ein besonderes Event: der österreichische Bundespräsident Alexander von der Bellen war zu Besuch da, und Markus Hafner-Auinger, der Geschäftsführer des Klima-Bündnis Österreich, stellte ihm ihr Engagement in der brasilianischen Region Rio Negro vor. Dabei interessierte sich der Präsident vor allem für die Tatsache, dass dort, wo die Indigenen ihr Landrecht haben, es so gut wie keine Waldbrände gab – Schutz der Landrechte der Indigenen ist eben ein sehr effizienter Klimaschutz.

Menschenrechte in der Klimakrise

Rights in a Changing Climate

Am 5. Dez. 2019 stellte CIEL, das Center for International Environmental Law, auf der COP25 im Pavillon von Luxemburg seinen Bericht „Rights in a Changing Climate“ vor. Er gibt einen Überblick über menschenrechtsbezogene Politiken und Leitlinien im Rahmen des internationalen Klimaregimes. «Die Klimakrise ist eine Menschenrechtskrise.» betonte Erika Lennon, Senior Attorney bei CIEL. Und André Weidenhaupt vom luxemburgischen Umweltministerium, das die Studie finanziert hat, ergänzte: «Der CIEL-Bericht ist ein wichtiger Leitfaden für die Klimaaktionspläne der Staaten».

Auch wenn die Erfahrung zeigt, das Recht haben und Recht bekommen zwei ganz verschiedene Dinge sind, so zeigt die Studie doch, auf welche Rechte man sich berufen kann. Die Studie findet man im CITIM und auf www.ciel.org; das CIEL ist generell eine interessante Adresse für Studien zu Menschen- und Umweltrechten.

Fakten zum Zusammenhang von Armut und Menschenrechten in der



Klimakrise lieferte im Juli 2017 Philip Alston, der Sonderberichterstatter für extreme Armut und Menschenrechte, in einem knallharten Bericht an den UN-Menschenrechtsrat. Hier gekürzt einige Auszüge:

Der Klimawandel – ein skrupelloser Angriff auf die Armen

Die Klimakrise hat die schwersten Auswirkungen in armen Ländern und Regionen und wird so weiter die bestehende Armut und Ungleichheit verschärfen. Die Entwicklungsländer werden schätzungsweise 75-80 Prozent der Kosten des Klimawandels tragen. Dabei ist die ärmste Hälfte der Weltbevölkerung – 3,5 Milliarden Menschen – für nur 10 Prozent der CO2-Emissionen verantwortlich, die reichsten 10 Prozent jedoch für eine volle Hälfte.

Der Klimawandel ist ein Marktversagen,... Eine übermäßige Abhängigkeit vom Privatsektor könnte zu einem Klima-Apartheid-Szenario führen, in dem die Reichen zahlen, um Überhitzung, Hunger und Konflikten zu entkommen, während der Rest der Welt zu leiden hat. ...

Philip Alston nennt den Klimawandel „einen skrupellosen Angriff auf die Armen“. Er ist skeptisch, ob die Regierungen eine starke Führungsrolle um radikale Veränderungen unternehmen werden, denn sie stehen überwiegend für den Status Quo. Die Wurzeln der Menschenrechte und die eigentliche Triebkraft für den Fortschritt können nur durch die Mobilisierung der Gemeinschaft entstehen.

Loss and Damage – Verluste und Schäden durch die Klimakrise

Vor sechs Jahren entschied die COP19 zu Warschau, den „Warsaw International Mechanism“ als Instrument zum Thema „Loss and Damage“ zu etablieren, also für Verlusten und Schäden, die der Klimawandel verursacht. Seitdem wurde verhandelt und verhandelt, und die Opfer des Klimawandels haben bisher noch keinen Cent gesehen. Deshalb drängte das gesamte globale CAN-Netzwerk darauf, dass nun in Madrid eine Einrichtung verabschiedet würde, die mit

Geld ausgestattet ist, so dass sie reale Entschädigungen leisten kann.

Allerdings spielten die Industriestaaten wie schon seit sechs Jahren den Ball immer wieder hin und her, in welcher Institution dies geschehen kann, und warum überhaupt... Die USA übernahmen dabei die Rolle des Mannes für’s Grobe, und lehnten finanzielle Mittel kategorisch ab; dafür bekamen sie am 12.12. – wie schon so oft – von CAN-International öffentlich die zweifelhafte Auszeichnung „Fossil of the Day“.

Man kann irgendwo verstehen, warum die Industrieländer sich vor ihrer Verantwortung für die Folgen ihrer Emissionen drücken, denn es geht hier nicht um Peanuts, aber letztendlich ist es nichts anderes als Fahrerflucht.

Aufgrund des massiven Drucks der Entwicklungsländer und der Zivilgesellschaft gelangte zumindest in das Abschlussdokument zum Green Climate Fund in Punkt 21 der Satz, dass der Vorstand des Fonds finanzielle Mittel für Schäden und Verluste infolge des Klimawandels in Entwicklungsländern vorsehen soll. Das sind wohlgerne keine zusätzlichen Mittel, sondern es bedeutet nur, dass der gleiche Kuchen jetzt in mehr Tortenstücke aufgeteilt wird.

Das Abschlussdokument der COP25 zum „Warsaw International Mechanism for Loss and Damage ...“ umfasst ganze sieben Zeilen + zwei Fußnoten; eine davon lautet „It is noted that discussions related to the governance of the Warsaw International Mechanism did not produce an outcome; ...“.

Wie kann man „Heiße Luft“ im Paris Agreement verhindern?

Unter „Heiße Luft“ versteht man Emissionsreduktionen, die nicht

Der „Colossal Fossil Award“ für
Brasilien

Die CAN-Familie vergab auf der COP neben den täglichen „Fossils of the Day“ einen Superpreis, den „Colossal Fossil Award“ und zwei positive Auszeichnungen:

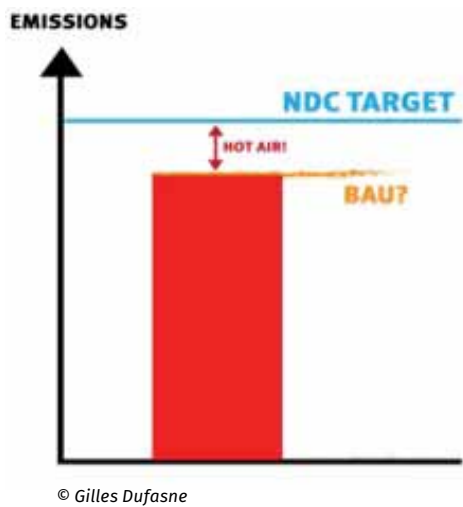
Brasilien gewann den „Colossal Fossil Award“. Dem Land ist es in einem Jahr unter dem „Captain Kettensäge“ gelungen, von der Wiege des UNFCCC zu einer Säule der „Achse des Bösen“, gemeinsam mit den USA, zu mutieren: Bolsonaro hat Umweltrichtlinien annulliert und Umwelteinrichtungen finanziell ausgetrocknet; der Amazonas-Regenwald hat die höchsten Entwaldungsraten, und noch mehr indigene Führer als sonst wurden ermordet. Die brasilianische Delegation versuchte in Madrid, den Markt der Emissionsrechte durch lasche Regeln im Artikel 6.4 mit alten Kyoto-Rechten zu fluten und die Erwähnung von Menschenrechten darin zu vermeiden. Brasilien hat sich diese Auszeichnung damit redlich verdient, ebenso wie Bolsonaro den Titel „wandelnde Kohlenstoffbombe“.

Die globalen Bewegungen der Indigenen und der „Fridays for Future“ wurden mit dem „Strahl des Jahres“ ausgezeichnet – die Indigenen für ihren nimmermüden Kampf zum Erhalt des Regenwaldes, ihres Lebensraums, und die „Fridays for Future“ für ihre Kraft, Millionen von Menschen für den Schutz des Klimas zu mobilisieren und für ihre Hoffnungen und Träume zu kämpfen.

real, sondern nur durch kreative Buchführung auf dem Papier existieren. Ein häufig vorgekommenes Beispiel sind Emissionsrechte aus „Any-way-Projekten“, zum Beispiel aus Staudämmen, die eh gebaut worden wären, aber von denen aber die Betreiber im Nachhinein behaupteten, sie wären nur gebaut worden, um Strom aus Kohle durch Strom aus Wasser zu ersetzen.

In Artikel 6 des Paris Agreements sind die Rahmenbedingungen für den Emissionshandel festgehalten. In Madrid ging es nun darum, die Spielregeln dafür zu definieren; dabei war die zentrale Frage, wie man diesen Handel frei von kreativer Buchführung halten kann. Im Side-event “Robust accounting under Article 6 of the Paris Agreement...” erläuterten zwei Referenten die Größe des Problems und mögliche Lösungen:

Gilles Dufrasne von Carbon Market Watch (Nachfolger-NGO von CDM-Watch, mit der die ASTM die Rechte, die Luxemburg gekauft hatte, analysiert hatte) gab eine Übersicht über das Volumen übriggebliebener Emissionsgutschriften, die drohten, nach 2020 übernommen zu werden: Derzeit existieren auf dem Markt ungenutzte Rechte über rund 20 Milliarden Tonnen CO₂e; Rußland „besitzt“ mit 5 Mrd. die meisten Rechte, gefolgt von der Ukraine mit 4 Mrd..



(zum Vergleich: Die globalen Emissionen betrugen 2018 53 Mrd. Tonnen CO₂e, die Emissionen Luxemburgs rund 10 Millionen). Um die Integrität der Emissionsreduktionen nach 2020 zu wahren, muss man also die Übertragung der alten Rechte verhindern.

Lambert Schneider vom deutschen Öko-Institut wies auf die zweite mögliche Quelle „Heißer Luft“ hin: Die einzelnen Staaten legen im Paris Agreement ihre Reduktionsziele selber fest. Sie gehen dabei von einem Business-as-usual-(BAU-)Szenario aus und definieren dann, wieviel sie reduzieren wollen bzw. zu können meinen. Wenn sie ihr Reduktionsziel höher setzen als das BAU-Szenario, dann erzeugen sie auf dem Papier „Heiße Luft“, die sie anschließend verkaufen können. Um dies zu vermeiden, bedarf es also klarer internationaler Regeln. Auch er forderte ein Verbot der Übertragung alter Rechte sowie Obergrenzen für den Kauf und Verkauf neuer Emissionsrechte.

Basiert auf solche Berechnungen forderte CAN-International den Verbot der Übertragung alter Rechte, und diese Positionen flossen ein in die „San Jose-Prinzipien“ (s. Kapitel „Die COP – ein Flop“).

Geoengineering – „Hacking the Planet“

„Net zero“ ist das neue Zauberwort der Klimapolitik – eine mathematische Fata Morgana, um die weitere Förderung fossiler Brennstoffe zu legitimieren.

Ein höchst interessantes und mit Schwergewichten der globalen Zivilgesellschaft gespicktes Panel widmete sich am dritten Tag der COP25 dem „Geoengineering“ als Weg zu „Net Zero“. Silvia Ribeiro aus Mexico vom ETC Group steckte den Rahmen ab: Es gibt vier Gruppen von Geoengineering: Carbon Capture and Storage (kurz: CCS), das Verstauen von eingefangenen CO₂ in leergepumpten alten Flözen und unterirdischen Öl- und Gasfeldern, das Abfangen oder Umlenken von Sonnenstrahlen, die Änderung des regionalen Wetters u.a. durch frühzeitiges Abregnen von Regenwolken und das Düngen von Ozeanen, damit mehr Algen mehr Kohlendioxid binden. Keine dieser Techniken löst die Ursachen des Klimakrise, nämlich den weiteren Ausstoß fossiler Treibhausgase, sondern alle lassen es möglich erscheinen, weiterhin Kohle, Öl und Gas zu fördern und zu verbrennen.

Wen wundert es da, dass es vor allem die fossilen Industrien sind, die Geoengineering vorantreiben, zB der niederländisch-britische Ölkonzern Shell (2018 Umsatz 388, 4 Mrd. US-\$). der BHP Billiton, ein australisch-britischer Rohstoffkonzern, einer der weltweit größten Exporteure von Kohle (2018 Umsatz 44,3 Mrd. US-\$), aber auch Milliardäre wie Bill Gates oder der Automobilkonzern Volkswagen AG (2018 Umsatz 235,8 Mrd. €) und auch Staaten wie China, Großbritannien und die USA. Auch die US-Army investiert in Geoengineering-Technologien.

Gerade Öl- und Gaskonzerne fänden es schade, Milliarden Tonnen Öl- und Gasreserven einfach so ungenutzt im Boden liegen zu lassen, wo man doch schon Hunderte Milliarden Dollar in die Infrastruktur zu deren Förderung



investiert hat – einen Großteil davon nach dem Paris Agreement.

Insbesondere die CCS-Variante „Bioenergy, Carbon Capture and Storage“, kurz BECCS genannt, setzt riesige Monokulturen mit schnell wachsenden Bäumen voraus, die viel CO₂ möglichst schnell binden; dann werden die Bäume verbrannt, ihr CO₂ wird eingefangen und unterirdisch verstaut. Hier sind Landnutzungskonflikte vor allem mit Indigenen vorprogrammiert.

Diese Technologien sind sehr schwer zu testen: Wie will man zum Beispiel wissen, ob das im Boden verstaute Kohlendioxid zehn oder hundert Jahre sicher gelagert ist? Sicher vor Erdbeben? Oder gar ungeschehen machen und die Stollen wieder „entkorken“? Wie kann man im Pazifik vor der chilenischen Küste gedüngte Algen – was bereits geschieht – wieder verschlucken? Was sind die Nebenwirkungen all dieser Technologien auf die Biosphäre und die Menschen? Wer entscheidet darüber? Wer kontrolliert diese ganze Technologien?

Nnimmo Bassey aus Nigeria, der Direktor von „Right to Climate Justice“, fasste sich kurz: „Wir müssen die fossilen Brennstoffe im Boden lassen.“ Für Cynthia Mellon aus den USA von den Communities United

for a Just Transition ist Geoengineering „Hacking the Planet“.

Für den nordamerikanischen Indianer Tom Goldtooth, eine beeindruckende Persönlichkeit vom Indigenous Environment Network, stellt Geoengineering das exakte Gegenteil indigener Kosmologie dar. Er sagte: „Wir müssen Teil einer Revolution sein, einer Revolution der Liebe zu Mother Earth.“ Tom Goldtooth spricht immer langsam und eindringlich; jedes Wort sitzt. Er stellt immer wieder dem herrschenden kapitalistischen System die Weltanschauung und Lebensweise der Indigenen als Alternative gegenüber.

Für Amaru Torres Ruiz aus Nicaragua von der Via Campesina gehört das herrschende Agrarsystem abgeschafft; Via Campesina vertritt 200 Millionen Bauern; sie alle können mit ihren traditionellen Methoden und Agroökologie reale Lösungen anbieten. Für die Ernährungssouveränität brauchen wir auf den lokalen Märkten ein System, das den Planeten kühlt und den Hunger vermeidet.

Real Solutions

Ähnliche Positionen fanden sich auch in dem Side-Event „Real ambition, real

zero, real solutions ...“ organisiert von Corporate Accountability International:

Teresa Anderson von ActionAid InternationalgriffdasglobaleAgrarsystem an: “Was in 11.000 Jahren entwickelt wurde mit viel Biodiversität, wurde in 100 Jahren durch die industrialisierte Landwirtschaft ausgelöscht. ... Wir brauchen die grundsätzliche Erneuerung des Ernährungssystems, also den Übergang zum traditionellen Wissen, zu Agroforesterie und Agrökologie. Seit dem IPCC-Bericht vom Oktober 2019 haben wir die Wissenschaft auf unserer Seite.”

Auch Souparna Lahiri von der Global Forest Coalition und Riska Darmawanti vom Asian Peoples Movement on Debt & Development plädierten für einen Rückgriff auf das traditionelle Wissen der indigenen Völker. Ihre Aussagen deckten sich im Übrigen in weiten Strecken mit der Position von Sunita Narain vom indischen Center for Science and Environment in ihrer Rede zum 50. Geburtstag der ASTM: “Die Menschen im globalen Süden brauchen keine Technologien des Nordens, sie wissen selbst, was zu tun ist und brauchen nur Geld dafür.”

Die COP – ein Flop

Der Klimagipfel in Madrid endete am Sonntag, den 15.12.19 nach 43-stündiger Verlängerung mit einem Minimal-Kompromiss. Die beiden Hauptprobleme wurden nicht gelöst: verbindliche Regeln für den Emissionshandel und zusätzliche finanzielle Mittel für Schäden und Verluste.

Die Regeln des Emissionshandels

Der globale Kohlenstoffmarkt sollte durch einheitliche Regeln operationell werden. Doch es gab zwei Lager, die keinen Kompromiss fanden:

Auf der einen Seite standen die altbekannten Klimabremser USA und die Öldiktaturen am Persischen Golf, zu denen sich auch Australien, der größte Kohleexporteur der Welt, und als Newcomer Brasilien, neuerdings

der größte Regenwaldvernichter und Preisträger des „Colossal fossil Awards“ (siehe da), gesellte. Dieses Lager versuchte, ein Abkommen durchzusetzen, das das Übertragen alter Emissionsrechte aus dem Kyoto-System nach 2020 erlaubt hätte (vgl. Artikel zur „Heißen Luft“), für Sam Van den Plas von Carbon Market Watch eine Ansammlung von Buchhaltungstricks und Schlupflöchern. Die gute Nachricht ist, dass sie nicht damit durchkamen.

Auf der anderen Seite veröffentlichte eine Gruppe von 10 Staaten in der Nachspielzeit, am 14.12., die „San José-Prinzipien“ für ehrgeizige und integere globale Kohlenstoffmärkte – mit dabei auch Luxemburg – well done! Darin heißt es u.a., dass der Schutz der Umwelt gewährleistet sein muss, dass keine alten Emissionsrechte nach 2020 übertragen werden dürfen und dass gewährleistet ist, dass es keine Doppelzählungen gibt. Sieben weitere Staaten schlossen sich an – darunter Deutschland – , doch die Teilnehmerstaaten konnten sich auch darauf nicht einigen.

Loss and Damage – die Schäden und Verluste der Opfer der Klimakrise

Für Länder, die bereits von der Klimakrise betroffen sind, gibt es keine neue zusätzliche Klimafinanzierung, nur eine Expertengruppe ohne festgelegter Frist und keine Resolution zur Governance des Warschauer Internationalen Mechanismus. Die Staatengemeinschaft will sich weiter mit Schäden und Verlusten befassen; auch Geld soll es dafür geben, aber ohne einen Mechanismus, der die Reichen zur Hilfe für die Armen verpflichtet.

Die Festlegung der Spielregeln des Emissionshandels und für Loss & Damage wurden bis zur COP26 vertagt.

So bleibt nicht viel übrig von dieser Klimakonferenz. Die Klimadiplomatie steckt fest, und wieder ist ein Jahr verloren. Die UN-Regel, dass Beschlüsse einstimmig sein müssen, erlaubt Saboteuren wie den USA, das Niveau der Beschlüsse bis zur Belanglosigkeit herunterzuschrauben. Viele Vertreter der

Staaten sind gefangen im Aberglauben daran, dass der Markt es schon regeln werde, oder haben sich selbst (zu gut geschmierten) Marionetten von multinationalen Konzernen, hergegeben; sie sind blind für die Ergebnisse der Wissenschaft und die jüngsten Klimakatastrophen und taub für die Forderungen der jungen globalen Klimabewegungen. Auszubaden haben dies schon jetzt die Armen der Welt – und dann wir alle und unsere Kinder und KindesKinder.

Was nun?

Das Paris Agreement von 2015 sieht vor, dass die Staaten alle fünf Jahre ihre Ziele verschärfen; dies soll also 2020 geschehen. Diese COP war ein Fehlstart dafür. Aber man kann zwei Schlüsse ziehen:

– Das Prinzip der Einstimmigkeit liefert alle Staaten (und Menschen) dem Gutdünken irgendeines Idioten aus. So kann man globale Probleme nicht lösen. Es ist falsch, über „die Politiker“ herzufallen; man muss schon differenzieren, denn nach den USA und Saudi-Arabien & Co. haben sich nun Australien und Brasilien zur „Achse des Bösen“ hinzugesellt. Hier ist nun die EU gefordert, Anfang 2020 eine wesentlich höhere Klimaschutzverpflichtung für 2030 vorzulegen, um andere große Emittenten vor der COP26 zu überzeugen; Luxemburg kann hier vorangehen. Auch soll die EU den Mercosur-Vertrag (mit u.a. Bolsonaros Brasilien) nicht nur auf Eis legen, sondern komplett schreddern.

– Es sind die Aramcos, Chevrans und Billitons, die hinter den Kulissen die Fäden ziehen. Sie sind die wahren Schuldigen an diesem Demokratiedesaster. Wer pauschal „die Politiker“ prügelt, schwächt unsere verbliebenen demokratischen Spielräume anstatt die Macht der multinationalen Konzerne. Diese gilt es zurückzudrängen, zum Beispiel durch Streichung der Subsidien für fossile Unternehmen und der Beteiligungen öffentlicher Fonds (zum Beispiel der Pensionsfonds) an ihnen. Der Spruch „System change, no climate change“ wird immer richtiger.

COP 25 : Récit de deux événements

✍ Million Belay, fondateur de Movement for Ecological Learning and Community Action, Ethiopie

Je suis venu à Madrid pour participer à la première semaine de la COP 25. Le Chili est en crise et n’a pas pu accueillir ce grand événement comme prévu et l’Espagne a saisi l’occasion de le faire. Quelqu’un m’a dit que c’est apparemment le plus grand événement après la coupe du monde, malheureusement cette fois-ci la balle est notre Terre. Et nous en jouons le sort dans ce bâtiment monotone, immense et complexe où se déroulent les principales négociations. La majorité des grands pollueurs sont ici pour se laver les mains, mais aussi celles et ceux qui cherchent vraiment le changement.

J’ai essayé de participer à certains événements principalement gouvernementaux, passant d’une négociation à l’autre pour ensuite être chassé car je n’ai pas de badge gouvernemental. Pourquoi diable dois-je faire partie d’un gouvernement pour participer à une discussion sur l’adaptation et l’agriculture? Certains des titres des ateliers dans les grands pavillons vous interpellent lors de votre parcours : Shell accueille un événement sur les solutions basées sur la nature, l’UE sur les solutions basées sur la nature à travers l’agriculture respectueuse du climat, un atelier intitulé « Partenariat commercial avec les petits agriculteurs à travers l’agriculture respectueuse du climat et le financement carbone », etc.

Vous ne ressentez pas et ne voyez pas l’urgence qui est nécessaire ici et tout semble aller lentement, sauf quand Greta Thunberg est arrivée et que tout le

monde s’est précipité pour prendre une photo avec elle. Ugghggggghghhhhh !

Je voyais des négociateurs gouvernementaux ayant une compréhension limitée de l’histoire et de l’économie politique qui sous-tendaient les négociations. La question principale semble être de savoir combien on peut en tirer de la finance.

Epuisé et avec un intérêt pour la COP au plus bas, le troisième jour, je me suis rendu au Sommet des Peuples. Il se déroule dans une université éloignée de l’événement principal, ce qui est bien sûr très confortable pour les gouvernements. En arrivant, je n’ai pas pu m’empêcher de rire de la différence au niveau de l’ambiance. Des cheveux ébouriffés, des vêtements froissés, des visages joviaux et jeunes, un sentiment de camaraderie et d’amour qui émane de presque tout le monde, et des bannières et des vêtements colorés pour couronner le tout. Quand je suis entré dans la grande tente, j’ai entendu un leader du mouvement social indien dire : « Mes frères et sœurs, si vous allez de l’autre côté, vous voyez les grands pollueurs, espagnols et internationaux, qui font le greenwashing de leurs activités polluantes ». Des sifflements et des applaudissements tonitruants ont suivi. Fiiiiiiwwwwwwww, yesssssssssssss pppplppppppplppppplppppppplapppp. « Nous n’allons pas laisser faire ça. » Encore des applaudissements et des sifflements. « Unissons-nous et revendiquons notre Terre, notre vie, notre avenir. Oui ! » Tonnerre d’applaudissements.

Quelle différence ! Ici, je me sentais dans mon élément.

Ici, toute l’idée de « solutions basées sur la nature » est remise en question. Ici, le problème climatique se situe dans le patriarcat, le colonialisme, le capitalisme et le développement. Les questions du financement par le biais des marchés du carbone ou du genre sont discutées dans ces contextes et non dans celui de l’accès aux crédits et aux services. Vous voyez des solutions très pratiques pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Les gardiens de la plus grande partie de notre terre, les peuples indigènes, sont ici



en masse et se sentent dans leur élément et prennent la parole dans de nombreux événements. Il n’y a pas de confusion sur les concepts, y compris sur l’agroécologie et la souveraineté alimentaire. Vous voyez très peu de présentations PowerPoint.

En surface, il semble y avoir une déconnexion entre les deux événements. Le pouvoir semble se situer à l’intérieur de l’espace principal de négociation. Les grandes entreprises ont réclamé cet espace. Elles organisent des événements, l’inondent de leurs publications sur papier glacé, emmènent les principaux gouvernements dans des hôtels coûteux pour organiser des réunions individuelles ou de groupe, promettent des millions de dollars et influencent la discussion et les décisions. Comme l’a dit Greta Thunberg, elles s’occupent de « comptabilité intelligente et de relations publiques créatives ». Ce qui est bien, c’est que, même dans le grand espace où les gouvernements et les entreprises font semblant de se soucier du climat, il y a des milliers d’organisations et de gens qui essaient de changer véritablement le statut quo.

Malgré tout, cette apparente déconnexion et cette animosité entre les deux événements, il y a aussi un courant beaucoup plus encourageant et positif. J’ai été invité à un événement organisé par Biovision, une ONG suisse travaillant sur

les questions de durabilité. Nous étions nombreux et il y a eu quelques discours, y compris de la part de représentants des gouvernements allemand et français. Ils ont tous les deux affirmé qu’ils s’efforcent de faire de l’agroécologie une orientation politique pour leurs pays respectifs. Le seul processus de la CCNUCC, centré sur l’agriculture, le Koronivia Joint Work on Agriculture (KJWA), contient un certain nombre de références à l’agroécologie ou à des éléments de l’agroécologie. J’ai entendu dire que l’UE a parlé du Green New Deal, qui est lié au Green New Deal aux États-Unis. Ce sont là des initiatives radicales qui pourraient changer la façon dont notre monde fonctionne. Il y a donc de l’espoir et des relations sous-jacentes entre les deux événements. Ce que nous devons faire, c’est utiliser les petites possibilités, les petites fenêtres, pour promouvoir les changements transformateurs dont nous avons tous envie et que notre époque nous demande. J’espère vraiment que les gouvernements et d’autres décideurs de haut niveau ressentent l’urgence et agissent en conséquence. Cependant, nous devons tous rester vigilants pour nous assurer que le changement est réel et transformationnel. Sinon, ils continueront à faire leurs vieux tours sous le couvert de nouvelles initiatives, dont les solutions basées sur la nature.

En 2020, nous donnerons tout!



Zélie Guisset, Youth for Climate Luxembourg

Il y avait plus d'une cinquantaine de jeunes grévistes pour le climat à la COP cette année à Madrid. Dès le premier jour, nous nous sommes tous rassemblés pour une première réunion et tout au long des deux semaines de conférence, nous nous sommes organisés en parallèle pour mettre en place des conférences de presse, des actions au sein de la COP et échanger avec d'autres groupes clés de la lutte contre le changement climatique.

En plus, une raison essentielle pour laquelle tant de jeunes se sont rassemblés à Madrid était que cette COP était la première occasion pour des grévistes du monde entier de se retrouver. En effet, même si nous avions déjà organisé auparavant des échanges entre jeunes européens, la COP à Madrid a été le rassemblement le plus international jusqu'à présent. Par contre, la conférence

a eu lieu de nouveau en Europe, et même si cela a permis qu'au dernier moment, des dizaines d'adolescents organisent leur voyage en bus ou train pour rejoindre Madrid, la jeunesse des communautés déjà affectées par la crise climatique et surtout d'Amérique Latine (où la COP aurait dû avoir lieu) ont eu plus de difficultés à participer.

Indirectement, nos rendez-vous journaliers ont surtout servi à partager nos expériences parfois très différentes et à créer des liens et des amitiés. Certains d'entre nous risquent des peines de prison pour des rassemblement pacifiques d'à peine trois personnes, d'autres ont dû tout quitter pour pouvoir survivre les sécheresses ou les famines de plus en plus fréquentes. Il y a une chose qui nous réunit tous: la fatigue. Mais on continue; le mouvement des grèves pour le climat

arrive à un point critique. L'année à venir, nous donnerons tout. 2020 est l'année que nous, en tant que jeunesse, et vous en tant que personnes conscientes des dangers du réchauffement climatique, ne pouvons pas laisser passer. C'est dans moins d'un an, à la COP26, que nos gouvernements devront mettre en place leurs plans de contributions nationales (NDC). C'est à dire que de notre part il faudra augmenter la pression encore d'un cran afin que les NDC soient 'ambitieux' - ou du moins, que les plans proposés soient en ligne avec un réchauffement climatique ne dépassant pas 1,5 degrés. 2020 est aussi l'année où les émissions de gaz à effet de serre devront diminuer. Pour le moment elles augmentent encore (bien évidemment il faut qu'on prenne en compte les aspects comme la consommation et l'aviation dans nos calculs d'émissions!). C'est à dire que si en 2020 les émissions ne diminuent pas, ce sera la preuve qu'il faut sérieusement restructurer nos systèmes sociaux et économiques.

Pour nous, le fait que la COP25 fut une catastrophe n'était pas surprenant. Mais en parallèle de la conférence, nous avons renforcé notre union dans toute sa diversité et son indignation contre l'injustice pour transformer notre rage et nos craintes en solidarité et en action.



Quelle responsabilité des entreprises fossiles en matière de droits humains?



Julie Smit

Les entreprises du secteur des combustibles fossiles doivent-elles rendre des comptes, voire être tenues légalement responsables, des violations des droits humains liées au changement climatique ? Cette question fondamentale a fait l'objet d'une enquête menée récemment par la Commission des droits humains (CDH) des Philippines afin de déterminer l'impact des changements climatiques sur les droits humains du peuple philippin et si les entreprises de combustibles fossiles, qui sont les plus grandes responsables de la production de gaz à effet de serre, pourraient en être tenues responsables. La réponse selon la Commission est bel et bien oui.

Les conclusions de l'enquête triennale ont été annoncées le 9 décembre 2019 lors de la COP25 à Madrid par le président de la Commission, Roberto Eugenio T. Cadiz. Lors d'une manifestation parallèle intitulée «Addressing Access to Remedy and the Business and Human Rights Dimension of Climate Change» organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Cadiz a déclaré : « Nous avons trouvé, sur la base des preuves qui nous ont été présentées et de nos propres recherches, que 47 des plus grandes entreprises mondiales de combustibles fossiles et de ciment, connues sous le nom de «Carbon majors» (les grandes entreprises du carbone), ont joué un rôle évident dans le changement climatique anthropique et pourraient être tenues responsables juridiquement et moralement de son impact, en particulier sur les communautés vulnérables des Philippines. »

L'enquête a été menée en réponse à une pétition déposée devant la Commission en 2015 par un groupe de quatorze organisations philippines de défense des droits humains et de l'environnement et de 18 personnes qui ont été touchées par les changements climatiques. Le groupe était dirigé par Greenpeace Asie du Sud-Est (Philippines).

Dans la pétition, le groupe a attiré l'attention sur le fait que les changements climatiques entravent l'exercice des droits fondamentaux des Philippines, tels que le droit à la vie, le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible, à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement et à un logement convenable et a demandé à la Commission de mener une enquête pour déterminer si les entreprises de combustibles fossiles pourraient être tenues responsables des violations des droits humains des Philippines.

Selon l'étude de Germanwatch «Global Climate Risk Index» publiée en décembre 2019, les Philippines figurent non seulement parmi les pays les plus touchés par le changement climatique en 2018, mais ils font également partie des pays les plus touchés au cours des vingt dernières années. Cela signifie que les populations sont souvent touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes alors qu'elles tentent encore de se remettre du précédent. Cinq des dix typhons les plus meurtriers se sont produits depuis 2006.

Questions de compétence

Au départ, le pouvoir de la Commission d'enquêter sur l'affaire a été remis en question. Un certain nombre de compagnies pétrolières concernées ont demandé le rejet de la requête, faisant valoir que la Commission n'a pas compétence sur la plupart des parties à l'affaire, car elles ne sont pas basées aux Philippines.

La CDH a réfuté cet argument en se référant aux Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, qui stipulent que : «La responsabilité de respecter les droits de l'homme est une norme mondiale de conduite attendue pour toutes les entreprises, où qu'elles opèrent. Elle existe indépendamment des capacités et/ou de la volonté des États de s'acquitter de leurs propres obligations en matière de droits de l'homme, et ne diminue pas

ces obligations. Et elle existe au-delà du respect des lois et règlements nationaux protégeant les droits de l'homme.¹ »

Les compagnies pétrolières ont également remis en question l'autorité de la Commission pour traiter des questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, étant donné qu'en vertu de la Constitution philippine, son mandat consiste uniquement à examiner les affaires concernant les droits civils et politiques. La Commission a également rejeté cette critique, faisant valoir que la pétition alléguait en fait des violations des droits civils et politiques. En outre, la Commission a pour mandat d'enquêter sur toutes les allégations de violations des droits humains touchant le peuple philippin et d'en surveiller l'application². Enfin, la Commission a souligné que « tous les droits humains sont interdépendants et indivisibles. On ne peut donc pas considérer les droits civils et politiques séparément des droits économiques, sociaux et culturels ».

Le défi de faire du changement climatique une question de droits humains

Des tentatives ont été faites par le passé devant les tribunaux ordinaires de divers pays pour établir un lien entre l'impact du changement climatique et les activités des entreprises de combustibles fossiles, mais elles ont toutes échoué jusqu'ici. C'est pourquoi les groupes concernés ont examiné la possibilité de s'adresser à des mécanismes non judiciaires, tels que les institutions de défense des droits humains. Cette pétition à la CDH est la deuxième tentative d'établir le lien entre les changements climatiques et les droits humains ; en 2005, le peuple Inuit avait tenté de le faire dans une affaire déposée devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), un organe de l'Organisation des États américains, mais la CIDH a refusé de l'accepter.

L'enquête de la CDH constitue donc un précédent juridique, c'est la première fois qu'une institution des droits humains a ouvert un processus pour entendre ce genre de cas.

Afin de démontrer le lien spécifique entre les droits humains et le changement climatique, la Commission s'est référée, entre autres, à la résolution 7/23 adoptée en 2008 par le Conseil des droits de l'homme³, qui stipule que les changements climatiques « constituent une menace immédiate et profonde pour les populations et communautés du monde entier et ont des implications pour le plein exercice des droits de l'homme ».

Un nouveau terrain d'action

Dans un exposé sur les travaux de la Commission à l'issue de l'enquête, le

Président de la Commission a expliqué qu'en traitant l'affaire, elle avait été confrontée à une situation totalement nouvelle, car il n'existait aucun précédent juridique auquel elle pouvait se référer. Ils ont donc dû concevoir leurs propres procédures d'enquête. D'emblée, la Commission avait souligné le fait qu'une enquête menée par une commission nationale n'étant pas une procédure judiciaire, ses conclusions ne sont en aucun cas juridiquement contraignantes. Il s'agit purement d'une enquête et d'une recommandation et il n'est pas question d'accorder des dommages-intérêts ou d'engager des poursuites contre les entreprises concernées. Son approche était basée sur le principe de la persuasion - les compagnies pétrolières étaient «invitées» à participer en tant que répondeurs à ce que l'on a appelé des «dialogues» sur le changement climatique.

En juillet 2016, la pétition a été notifiée aux 47 entreprises détenues par des investisseurs dans le secteur des combustibles fossiles, dont Chevron, ExxonMobil, BP, Repsol, Sasol, Total et Royal Dutch Shell, qui ont été invitées à soumettre leurs réactions dans un délai de 45 jours. Seulement 14 des 47 ont répondu et presque toutes ont refusé d'accepter la pétition pour des raisons de procédure. Aucune d'entre elles n'a participé formellement aux différentes audiences, mais un certain nombre de leurs avocats ont assisté à la procédure «incognito».

Au cours de l'enquête, la Commission a organisé plusieurs missions d'enquête et des dialogues communautaires dans des zones particulièrement touchées par les effets des changements climatiques, en particulier dans les régions affectées par le typhon Haiyan qui a frappé les Philippines en 2013, faisant plus de 6300 morts, déplaçant quatre millions de personnes de leurs foyers et dévastant de vastes zones agricoles.

Pour souligner le fait que le changement climatique et ses causes sont des problèmes mondiaux, la CDH a décidé de tenir deux audiences à l'extérieur des Philippines, l'une à la New York Bar

Association et l'autre à la London School of Economics, où elle a pu recevoir d'autres témoignages de victimes du changement climatique et entendre les opinions de plus de spécialistes dans ce domaine. À New York, par exemple, une étudiante en travail social de 21 ans et survivante haïtienne, qui vit maintenant aux États-Unis, a témoigné de ses expériences de l'époque et de l'impact qu'elles ont eu sur sa vie et ses projets futurs.

Conclusions de la Commission des droits humains

Annonçant ses conclusions lors de la COP25, le commissaire Roberto Cadiz a souligné que, si la responsabilité juridique des dommages climatiques n'est pas couverte par le droit international des droits humains actuel, les entreprises de combustibles fossiles ont «une responsabilité morale claire» et une responsabilité de respecter les droits humains telle que définie dans les Principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme. Il a ajouté qu'il est également possible de tenir les entreprises pénalement responsables lorsqu'il est clairement prouvé qu'elles se sont livrées à des actes d'« obstruction et d'obstruction volontaire ». La CDH estime que le droit civil en vigueur aux Philippines permettrait probablement d'intenter une action en justice contre les entreprises.

En réaction aux conclusions de la CDH, Carroll Muffett, présidente du Center for International Environmental Law (CIEL), a déclaré que la reconnaissance par la Commission qu'il existe des preuves d'intention criminelle dans le déni et l'obstruction dans le domaine du climat par les entreprises est particulièrement importante. Elle a ajouté: « Tant en matière de responsabilité civile que pénale dans les juridictions du monde entier, les conclusions de la Commission dans le cadre de cette enquête ne représentent pas la fin des enquêtes juridiques sur les grandes entreprises du

carbone, mais un nouveau départ majeur pour elles ».

Les recommandations de la Commission n'ont pas de poids juridique direct. Mais elles pourraient conduire à des réglementations plus strictes et faire pression sur les entreprises pour qu'elles réduisent leurs émissions aux Philippines et ailleurs.

Les pétitionnaires, les groupes de la société civile et les groupes de juristes travaillant sur le climat et les droits humains ont salué les conclusions de la Commission. Lors d'une conférence de presse à Manille, au cours de laquelle les résultats de l'enquête ont été présentés, Lea Guerrero, directrice nationale de Greenpeace Philippines, a déclaré : «Ces résultats constituent une victoire historique pour les communautés du monde entier qui sont en première ligne de l'urgence climatique. Il s'agit de la toute première constatation de responsabilité des entreprises à l'égard des préjudices causés aux droits de la personne par la crise climatique. Le résultat va au-delà des Philippines et peut atteindre chaque être humain vivant ou à naître. Nous croyons que les conclusions de l'étude fournissent une base très solide non seulement pour de futures poursuites judiciaires contre les grands pollueurs, mais aussi pour que les citoyens et les collectivités puissent faire face à l'inaction des entreprises et des gouvernements dans les rues et dans les couloirs du pouvoir ».

Sources:
1 United Nations-Office of the UN High Commissioner, The Corporate Responsibility to Respect Human Rights: An Interpretive Guide, 2012 at 13-14,
2 Commission on Human Rights: The Omnibus Rules of Procedure of the Commission on Human Rights, i-ii, Apr.2012.
3 United Nations Human Rights Council, Resolution Adopted by the Human Rights Council: 17/4 Human Rights and Transnational Corporations and Other Business Enterprises, Seventeenth Session, July 06.

Cet article se base pour une grande partie sur des informations de Greenpeace Philippines. Nous tenons à les remercier pour leur collaboration.



„Business as usual is not an option“



Interview avec Baas Brimer, expert climat chez LuxDev

1. As an expert on environment and climate change, how do you see the evolution of climate change over the past decade and its impact on human rights?

The current situation is not improving and is likely getting worse... Over the last two decades the international community witnesses a rapidly deteriorating situation when it comes to the effects from climate change and extreme weather events on the natural and built environment, but also the rapid loss of biodiversity and an increase in conflicts. With the five warmest years on record happening during the past five years — and the 20 warmest occurring over the past 22 — a consistent warming trend couldn't be clearer. If the stock exchange could place bets it would be bullish. The exodus of heat energy in the atmosphere results in more frequent and severe weather events (droughts, floods, storms) causing loss of lives and livelihoods, destruction of homes, land, livestock, crops and essential infrastructure.

As such climate change is already negatively impacting human rights, including, among others, the right to food, clean water and sanitation, health, housing, equality, self-determination, development, and even the right to life. The new report Rights in a Changing Climate by the Center for International Environmental Law (CIEL) and released at COP25 in Madrid, recalls that «human

rights and climate change are deeply intertwined, and the climate crisis is increasingly being understood to be a human rights crisis.»

Climate change acts as a risk multiplier, especially in parts of the world which are prone to social tensions. While climate change cannot be identified as the only reason for conflict, it amplifies and compounds those inequalities and vulnerabilities that often underpin conflict. In the global South many peoples' livelihood is related to agriculture and the use of natural resources and the majority of them live in fragile, disaster-prone, often degraded areas with limited resources to adapt to climate change.

Rainfall variability and water scarcity can lead to tension, even conflict, among people who rely on seasonal rainfall as a source of water for consumption, livestock and agriculture. There is evidence that a 1°C higher temperature can lead to a drop of more than 2 percent in economic growth in poor countries. This can result in increased food prices with a higher likelihood of violent conflict.

Further low-income countries with degraded environments face a higher risk of economic shocks, internal displacements, forced migration and disruption of political institutions, which can expose young, unemployed people to recruitment by armed groups.

2. What is the strategy of Luxembourg's Cooperation for development to help communities in the South to cope with climate change and environmental degradation?

In 2018 the Directorate for Development Cooperation and Humanitarian Affairs has elaborated in a participatory approach its new general strategy for development cooperation titled «The Road to 2030», hence aligning the development cooperation to the global UN-led Agenda 2030 with its 17 Sustainable Development Goals (SDGs). The main objective of Luxembourg's development cooperation remains the targeted contribution to the eradication of extreme poverty and the promotion

of economic, social and environmental sustainability.

While climate change is clearly identified as a risk multiplier in the Sahel with a risk to fuel conflicts, forced displacements, refugee movements and migration, we seem to ignore the fact that climate change puts at risk decades of development achievements.

The Strategy further reminds the reader that both international climate finance and in-donor refugees' costs are «additional» to the official development assistance (ODA). With regards to international climate finance this means the money comes from a different pot - the Climate and Energy Fund - managed by the Ministry of Environment, Climate and Sustainable Development. The good news here is that in September 2019 the Government confirmed a total commitment of €200 million under the international climate finance initiative for the 2021-2025 period. Until recently the bilateral development cooperation projects could focus exclusively on climate change adaptation, mitigation, combat desertification, or the sustainable management of natural resources. For the future it is not yet clear how the additionality and complementary of the climate finance should work in practical terms and the question remains if the ODA will reduce its investments for specific climate and environmental topics at a time where it should be ramped up. Listening to the public debates and speeches by our ministers in Luxembourg or on the international stage at the climate summit, or even the State of the Nation address by Minister Bettel, it seems that everyone finally agrees that we need to take immediate action.

There is a risk that «we» lose valuable time discussing on how and where to account for our climate expenditures instead of moving full speed ahead - It is the discussion if it is the left or the right pocket that pays for the required measures. Waiting longer will only make it more expensive.



3. The recent reports of IPCC (on climate change, state of the oceans) and Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES) have documented some extremely worrying developments in terms of climate and environment. How does Luxembourg's Cooperation for development intend to integrate the recommendations of these reports ?

The message from scientists around the world is clear. Lead authors of the new

the IPBES Global Assessment Report say that the challenges posed by biodiversity loss and climate change are deeply interconnected and need to be addressed holistically at all levels. Reversal of recent declines – and a sustainable global future – are only possible with urgent transformative change tackling the interconnected economic, socio-cultural, demographic, political, institutional and technological indirect drivers of nature's deterioration.

If we want to halt biodiversity loss, slow the deterioration of nature and meet biodiversity, climate and sustainable development goals by 2030, «business as usual» will not work and will instead drive societies and economies to more risks. In the new general strategy for development cooperation «environmental sustainability» is defined as a crosscutting priority, meaning something like a precondition, a factor that is required that the other priorities can be achieved. How this should be materialised and how one will check if this has been done (and if ever this is sufficient) is not yet defined. Personally, I regret that this is all very vague and that there is no further guidance for development practitioners.

With regards to these recommendations from the scientific world it is not only the development cooperation that has to take these up. It is rather a wakeup call that the whole economic system needs to be adjusted and that business as usual is not an option. It will be important that we walk the talk when it comes to policy coherence - the free trade agreements (e.g. MERCOSUR), the EU common agricultural policy with its subsidies come at a high cost for the environment, biodiversity and the people in the South.

4. Could you give us some examples of programs supported by Lux development which contribute to fight climate change?

In 2018 more than half of all the projects implemented by LuxDev had activities which contribute to a sustainable environment, and a quarter of all projects included targeted activities for climate change adaptation. Over the last 10 years environmental and climate considerations were mainstreamed in various ways into most development projects through e.g. technical assistance, training and capacity development, policy support, or investments in infrastructure.

Concrete examples include a Climate Change Adaptation and Resilience project in Thua Thien Hué, a coastal province in central Vietnam with a unique lagoon ecosystem. This fragile region is exposed

to more frequent and severe typhoons, coastal erosion, salt water intrusion impacting traditional rice farming practices as well as overfishing. This project aims to strengthen the resilience of poor households to climate change, and specifically to assist local authorities and rural communities in coastal and lagoon communes to increase their capacity and resilience to deal with the effects from climate change. This includes training on disaster risk reduction, the development of alternative income sources, climate smart agricultural practices, the establishment of fisheries conservation zones, and small infrastructure (dykes, canals, sluices).

On Cape Verde LuxDev assists the government in its efforts to achieve the energy transition - away from imported fossil fuels to clean and renewable energy with the objective to reach the 50% percent renewables by 2030 for its electricity production. This climate change mitigation project provides technical assistance to shape the legal and regulatory framework, build institutional capacities, and use the private sector and market mechanisms and to make the required investments on this small island development state. It is noteworthy that for the first time, the renewable energy sub-sector is part of the priority axes of the Luxembourg Development Cooperation. The positive results should motivate us to do more renewable energy and energy efficiency related development cooperation with the South.

In Burkina Faso, a partner country of Luxembourg for more than two decades, LuxDev is a long-standing partner to support the forestry sector. The sustainable management of forest resources combines both climate change adaptation and mitigation efforts. The ongoing forest governance project provides support to authorities to better manage their forest resources, that supply the urban centres with wood energy. It supports the management of conservation areas, complemented by reforestation actions and the development of agro-forestry value chains for non-timber forest products

sector benefiting local communities to derive an income from it.

Since 2019 LuxDev is accredited entity to the Green Climate Fund, the largest international climate fund, and can now take initiative to develop more specific climate projects complementing the development cooperation portfolio.

5. What do you think of the measures taken by States at COP 25? What can we expect from States before the next COP? And from Luxembourg in particular?

COP25 was again the proof of the cyclic dynamic of the climate conferences. These were the longest UN climate talks on record and they did not produce the expected results and the signals that politicians should give if they listened to the people around the globe taking on the streets for more ambitious action. All parties will need to address the gap between what the science says is necessary to do to avoid dangerous climate change, and the current state of play which would see the world go past this threshold of global atmospheric CO2 concentration and temperature in the 2030s. Supported by the European Union, and small island states, the push for higher ambition was again opposed by a range of countries including the US, Brazil, India and China.

On the Luxembourg side things are moving too with the revision of our climate targets upwards, seeking to reduce greenhouse gas emissions 55% from the 2005 levels to 2030, instead of 40% and the ultimate goal to reach zero net emissions for Luxembourg by 2050 at the latest.

I think that in the coming years we will see a few states moving faster, being determined and grouping together, taking the lead and seizing the opportunity to decarbonise their economies, going the green-growth-path to do the technological leap frog. China leads on photovoltaic production capacity and also on electric vehicles. New partnerships for energy and technological cooperation between countries will emerge but on the other side some old rigid geopolitical

relationships will be weakened and will maybe break at the risk of new conflicts in other parts of the world. Also, the energy transition and the required resources (e.g. lithium, tantalum, cobalt, and other rare earth elements) for the digitisation come at a risk of new dependencies and it is important to ensure that the countries extracting these resources benefit from the global development and that inequalities will not further increase.

6. What future developments could we expect in terms of climate change and its impact on human rights?

As the climate crisis worsens, so do the threats to the realisation of human rights. Many countries which yet have a hard time to respect and enforce the human rights are also those vulnerable to the effects from climate change. Countries restricting freedom of speech and other individual liberties including democratic values we enjoy here, will likely react in the same way to the climate movements than they would react to political opposition. Likely oppressing and smashing these movements and further eroding the human rights base. What is clear is that human rights cannot be separated from climate change, as climate change impacts the realisation of every single human right, and human rights are increasingly relevant for climate action.

Coup d’État en Bolivie



Jean Feyder

Le 20 octobre dernier, un coup d’État a été opéré en Bolivie : le Président Evo Morales dont le mandat devait seulement expirer le 22 janvier prochain, a été obligé de démissionner. Ce sont les forces armées qui, par la voix du général Williams Kaliman, lui ont «suggéré» de se démettre de ses fonctions. Comme ses collègues, Williams Kaliman a reçu sa formation à l’École militaire des Amériques aux États-Unis.

En Amérique latine, les dirigeants de gauche du Venezuela, du Nicaragua, de Cuba, ainsi que le président élu argentin Alberto Fernandez (péroniste, centre-gauche) et l’ancien président brésilien Lula, ont tous dénoncé un «coup d’État» contre Evo Morales. Tout comme Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et Ilhan Omar, membres du Congrès américain, et des intellectuels comme Noam Chomsky and Vijay Prashad.

L’Union Européenne a, en fait, soutenu ce coup d’État. Elle a reconnu la présidente auto-proclamée de Bolivie, Jeanine Añez. De son côté, le Parlement européen s’est refusé à qualifier de «coup d’État» le putsch civico-militaire. La Haute-représentante de l’Union pour la politique étrangère, Federica Mogherini, a déclaré en session plénière du Parlement que « l’UE soutient une solution institutionnelle qui permette qu’il existe un gouvernement intérimaire qui prépare de nouvelles élections et évite un vide de pouvoir qui aurait des conséquences pour tout le pays ».

Accompagné par ses plus proches collaborateurs dont le Vice-Président Álvaro García Linera et certains de ses Ministres, Evo Morales s’est réfugié au

Mexique. À son arrivée à Mexico City, Evo Morales a exprimé sa gratitude au Président du Mexique Andrés Manuel López Obrador « pour lui avoir sauvé la vie ». L’avion qui le transportait est arrivé à la suite d’une véritable odyssée et d’un vol au cours duquel certains pays, comme le Pérou ou l’Équateur, lui ont refusé le droit d’atterrissage l’obligeant à des détours compliqués et dangereux.

Des élections honnêtes et le comportement frauduleux de l’OEA

Le 20 octobre a eu lieu une élection présidentielle qu’Evo Morales a gagnée avec une avance de plus de 10 % sur son rival Carlos Mesa, avance minimale nécessaire pour lui assurer une victoire dès le premier tour. Carlos Mesa a toutefois contesté la victoire d’Evo Morales affirmant que les résultats des élections lui ont assuré une avance inférieure à 10%. Un second round des élections devait donc être organisé. Demande soutenue par une délégation de l’Organisation des États Américains (OAS) arrivée à La Paz et qui a très vite affirmé avoir constaté des irrégularités dans le vote.

Une enquête sur le résultat des élections et sur le décompte effectué a été réalisée par le Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research (CEPR), établi à Washington. Selon cette enquête présentée sur une quinzaine de pages, « l’analyse statistique des résultats électoraux et les fiches de comptage des élections du 20 octobre en Bolivie ne mettent pas en évidence des irrégularités ou une fraude de nature à affecter le résultat officiel donnant au Président Evo Morales une victoire au premier tour des élections ».

«Ni la mission de l’OEA, ni aucun autre parti politique n’ont démontré qu’il y a eu des irrégularités généralisées ou systématiques lors des élections du 20 octobre ». Les premiers communiqués de presse et le rapport préliminaire de l’OEA ont pourtant été largement repris par

les médias internationaux et boliviens, constate le rapport du CEPR. En précisant que les États-Unis fournissent 60 % du budget de l’OEA. Un rapport qui, semble-t-il, n’a guère intéressé les responsables de l’UE. Pourquoi ?

Le bilan d’Evo Morales

Au cours de ses treize ans au pouvoir en Bolivie, Evo Morales a introduit des changements profonds : Le pays, où vivent 10 millions d’habitants, a connu une stabilité politique, économique et sociale. inhabituelle. Les ressources naturelles ont été nationalisées. La croissance économique a été la plus élevée parmi tous les pays de l’Amérique latine (4,9 % en moyenne les derniers six ans). Le PIB est passé de 9 574 à 40 885 milliards de dollars entre 2005 et 2019. Le chômage et tombé de 38,2 à 15,2 % en treize ans. L’espérance de vie a augmenté de sept ans passant de 64 à 71 ans. L’analphabétisme a été éradiqué. L’extrême pauvreté a été réduite de 38 à 17 % entre 2006 et 2017, la mortalité infantile de 56%. Le salaire minimum a connu une hausse de 60 à 310 dollars. 50% des membres du Parlement sont des femmes. Plus d’un million de femmes ont reçu des titres de propriété jusqu’en 2018. La Bolivie a été transformée en un État plurinational où 36 ethnies différentes sont reconnues.

Contrairement aux politiques néolibérales poursuivies dans la plupart des autres pays de l’Amérique Latine, le gouvernement d’Evo Morales a développé le secteur économique étatique dans des domaines stratégiques comme l’énergie et le secteur minier assurant des revenus importants à l’État. La Bolivie possède de grandes réserves mondiales minières, notamment de lithium, une matière première très importante servant dans la production de véhicules électriques, d’avions, de batteries, de téléphones mobiles ainsi que de médicaments. Que le contrôle de cette matière première stratégique en particulier échappe au secteur privé est difficilement accepté par les États-Unis et les multinationales.

En 2008, Evo Morales a expulsé l'Ambassadeur des États-Unis accusé de s'immiscer indûment dans les affaires intérieures et extérieures du pays et de préparer un changement de régime. Il a rappelé son Ambassadeur de Washington. Ce qui n'a pas empêché le chargé d'affaires américain à La Paz de tirer les ficelles des mouvements d'opposition et de contribuer discrètement à inspirer et à préparer le coup d'État du 20 octobre.

En 2016, au cours d'un référendum, une majorité de la population (51,3%) s'était prononcée contre un troisième mandat d'Evo Morales. Ce dernier n'a pas respecté le résultat de ce vote en s'appuyant sur une décision de la Cour constitutionnelle invalidant le résultat du référendum. Evo Morales a été affaibli également par les divisions internes et le relâchement des fidélités de son parti.

Violences et explosion du racisme

La contestation des résultats des élections a été accompagnée par des violences éclatant dans tout le pays. Les indigènes ont organisé dans plusieurs villes de la Bolivie, comme à El Alto de La Paz et à Cochabamba, des manifestations de soutien à Evo Morales. Elles ont été sévèrement réprimées par les forces de l'ordre, à grand renfort d'hélicoptères et de blindés. Au moins 33 personnes ont ainsi perdu leur vie, 800 ont été blessées et plus de 1000 détenues.

La maison de Evo Morales a été saccagée tout comme celles de plusieurs Ministres et d'Álvaro García Linera où quelque 30 000 livres ont été brûlés. Partout dans le pays, des bandes armées et des milices de l'opposition ont criminalisé et agressé des militants et des dirigeants du Mouvement pour le Socialisme (MAS), parti d'Evo Morales. Elles ont intimidé des journalistes, brûlé des drapeaux Wiphala, symboles des indigènes et mis le feu aux maisons de membres du MAS et notamment à celle de la sœur d'Evo Morales. S'en prenant à des femmes indigènes, elles ont torturé la mairesse

de Vinto, Patricia Arce Guzmán, lui coupant les cheveux et lui versant de la peinture rouge sur tout le corps. Elles l'ont finalement obligée à marcher pieds nus durant cinq kilomètres pour arriver au pont de Huayculi où elle fut insultée et humiliée avant d'être sauvée par la police.

Evo Morales est le premier président indigène du pays. Il a amélioré la situation sociale notamment des indigènes - la majorité de la population - qui auparavant ont été traités comme des citoyens de seconde classe. L'élite généralement blanche et souvent ouvertement raciste n'a jamais pu le digérer. Le coup d'État perpétré est leur revanche.

La revanche de la minorité blanche

Le 12 novembre, lors d'une session du Congrès bolivien se réunissant sans le quorum nécessaire et en violation de la constitution, la sénatrice de l'extrême droite Jeanina Añez, issue d'un parti minoritaire, s'est déclarée « Présidente par interim » de la Bolivie. Elle a signé un décret exonérant totalement de toute responsabilité pénale les militaires déployés face aux manifestants. Elle s'est fait connaître par ses propos irrespectueux à l'égard des indigènes. Ainsi, a-t-elle écrit « je rêve d'une Bolivie libérée des rites sataniques indigènes ». Elle a expulsé les médecins cubains qui avaient en particulier opéré gratuitement 700 000 Boliviens du glaucome. Son gouvernement autoproclamé a, sans tarder, été reconnu et soutenu par les États-Unis et ses alliés régionaux.

Jeanina Añez a été appuyée par les milieux de la droite et de l'extrême droite de la région de Santa Cruz connue pour ses tendances séparatistes. Un de leurs dirigeants est Luis Fernando Camacho, un oligarce et multimillionaire puissant, président des comités civiques de Santa Cruz. Mentionné dans les Panama-Papers, Camacho est un fondamentaliste chrétien, ultra-conservateur, proche des milieux paramilitaires fascistes et connu

pour son racisme violent. C'est lui qui, le lendemain du coup d'État, s'est présenté à l'entrée du Palais présidentiel avec une bible à la main en proclamant « la Pachamama ne retournera plus jamais au Palais, la Bolivie appartient au Christ ». Il a annoncé sa candidature aux prochaines élections présidentielles.

La censure a été installée en Bolivie. Plus que jamais, les médias répandent des messages haineux contre les indigènes et les pauvres en général. Ils dénigrent Evo Morales affirmant qu'il est « un dictateur et un ennemi de la paix sociale ».

Dans un contexte de grande instabilité, il n'est pas sûr si de nouvelles élections pourront être organisées, comme semble l'envisager Jeanina Añez, ni à quelle date celles-ci pourraient se tenir. La Bolivie fait face à un avenir incertain.

Le ras-le-bol en Amérique latine: une surprise?



Gabriela Caceres

Équateur, 3-13 octobre : manifestations citoyennes massives. Chili, 18 octobre à ce jour (fin décembre) : manifestations citoyennes massives. Bolivie, du 21 octobre à fin novembre 2019: manifestations citoyennes massives. Des flots d'encre ont coulé, qui analysent ces épisodes et tentent de comprendre ce qui s'est passé au cours du dernier trimestre de l'année en Amérique du Sud. Au-delà des particularités de chaque pays, la simultanéité des protestations interpelle et de nombreux observateurs y ont vu un point commun : la crise du fonctionnement actuel du capitalisme. Mais ce réveil citoyen, qui a pris beaucoup de gens par surprise, est-il vraiment si inattendu, peut-on sérieusement affirmer qu'il n'y a pas eu d'avertissement préalable, qu'il n'y a pas eu de signes avant coureurs ?



Les faits

Équateur

Le 3 octobre, après l'adoption du décret 883 visant à libéraliser le prix du carburant, le gouvernement de Lenín Moreno s'est heurté à la ferme opposition du peuple équatorien, menée par des étudiants et des organisations autochtones. Le décret de la discorde faisait partie d'une série d'obligations imposées par le FMI dans un accord signé en mars 2019, en vertu duquel le Fonds a octroyé des prêts pour

plusieurs millions de dollars en échange de mesures politiques classiques du carnet de recettes néolibéral. La hausse des prix de l'essence et du diesel s'est accompagnée de la flexibilisation des contrats de travail et de l'exonération millionnaire de taxes pour les hommes d'affaires et les banquiers.

La réponse de la population a été immédiate et énergique et a suscité la solidarité et le soutien de milliers d'Équatoriens qui n'ont pas hésité à nourrir, financer et soutenir moralement les manifestants. Le gouvernement a réagi par une forte répression, la

limitation des libertés (en déclarant un état de siège et un couvre-feu), la militarisation de l'espace public et la criminalisation de la protestation. Toutes ces mesures n'ont fait qu'attiser la violence qui a secoué le pays pendant 10 jours. Bien que des mesures économiques similaires aient été répudiées dans le passé, le gouvernement n'avait jamais déclenché une répression d'une telle ampleur, menant ainsi le pays à une confrontation inégale entre militaires et civils.

Selon les chiffres des Nations Unies et comme résultat de l'explosion sociale au moins 9 morts, 1 507 blessés et quelques 1 382 détenu-e-s. sont à déplorer. Selon les données gouvernementales, plus de 400 policiers et militaires ont été appréhendés contre leur gré et, dans plusieurs cas, ont été victimes de harcèlement et de mauvais traitements. Pour sa part, la société civile fait état de plus de 100 agressions contre des journalistes par les forces de sécurité et les manifestants. Les organisations des droits humains ont reçu de nombreux rapports faisant état de détenu-e-s soumis-e-s à des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Grâce à la pression sociale, le décret 883 a été abrogé et le gouvernement s'est engagé dans un dialogue avec la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (CONAIE). Cependant, depuis le 14 octobre, ce processus s'est accompagné d'un harcèlement renforcé contre les voix dissidentes, qu'il s'agisse des autorités élues des partis d'opposition (en particulier des personnalités publiques du «corréismo») ou des dirigeants des différents mouvements sociaux. Bien que le gouvernement de Rafael Correa ait déjà soumis la société civile à d'importantes persécutions, le harcèlement actuel semble aller beaucoup plus loin. Dans ce contexte, plusieurs auteurs se demandent ce qu'il en reste de l'État de droit en Équateur.

Chili

Le 7 octobre, de jeunes Chilien-ne-s ont décidé d'ignorer l'annonce faite trois

jours plus tôt par le gouvernement au sujet de l'augmentation du tarif du métro. Cette mesure s'inscrivait dans un cycle généralisé de hausse des tarifs et fut la goutte qui a fait déborder le vase. Fort de plusieurs années de protestations et las de ne pas trouver de réponse à leurs demandes, les étudiant-e-s chilien-ne-s n'ont pas hésité à s'opposer à ce qu'ils ont ressenti comme un nouvel abus d'un système qui privilégie en permanence quelqu'un d'autre. En quelques jours, l'action d'évasion dans le métro a été imitée à grande échelle et la protestation a gagné en intensité alors qu'elle tentait d'être contenue par des agents privés et la police. Des dizaines de stations de métro ont été attaquées et détruites, tandis que les protestations se répandaient dans le reste de la capitale. Parallèlement, des barricades, des incendies et des pillages ont été enregistrés dans différentes villes du pays. Le gouvernement déclara l'état d'urgence et le couvre-feu dans les principales villes, des mesures exceptionnelles qui seraient en vigueur un peu plus d'une semaine et qui ont été défiées par des citoyens qui veulent battre les pavés, en arrivant à rassembler 2 millions de personnes dans la capitale et 500.000 dans d'autres villes, le 25 octobre.

Bien que la protestation sociale soit fondamentalement hétérogène et ait concentré de multiples revendications, peu à peu la formulation d'une nouvelle Constitution est apparue comme un besoin central, devant permettre au pays d'avoir un nouveau pacte social. Les citoyen-ne-s n'ont pas attendu les politiques et des assemblées de discussion ont commencé à avoir lieu en forme spontanée. Cet effort a même été soutenu par un groupe de municipalités qui ont donné un caractère institutionnel à l'exercice en organisant des référendums constitutionnels dans leurs communes. Le 15 novembre, différents secteurs politiques ont signé un accord pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Mais les manifestations ont persisté, soutenues par une profonde méfiance envers le système politique. Après le 25 octobre, la rue semblait avoir ôté le pouvoir à l'État, provoquant ce

que l'on pourrait appeler un «coup d'État citoyen».

Outre la participation massive des citoyen-ne-s, le processus a été marqué par l'action répressive brutale des forces de police qui ont fait fi des protocoles et normes internationaux en ignorant les principes fondamentaux de nécessité, proportionnalité, précaution, non-discrimination et responsabilité.

La protestation citoyenne a permis d'obtenir l'annulation de la hausse des tarifs et, en même temps, d'ouvrir une véritable boîte de Pandore dans un pays qui était jusqu'alors le paradigme mondial du néolibéralisme. L'intensité de ces événements et la gravité de la répression ont valu la visite des quatre principales organisations de défense des droits de l'homme dans le monde : Amnesty International, Human Rights Watch, CIDH, HCDH. Dans son rapport officiel, le Haut Commissariat des Nations Unies dénonce 26 morts, 113 cas de torture et 24 cas de violence sexuelle. Il signale également au moins 4 093 blessés, dont 350 ont des lésions oculaires, 2 d'entre eux ayant complètement perdu la vue.

Les observateurs s'entendent pour dire qu'il est presque impossible de revenir au point de départ. La résolution de la crise chilienne nécessitera de nouveaux concepts et même une nouvelle symbologie et un nouveau langage politique.

Bolivie

Le 20 octobre 2019, des élections générales ont eu lieu en Bolivie pour renouveler les postes de président, de vice-président et de parlementaires. Le résultat officiel, qui a donné comme vainqueur le président sortant, Evo Morales, a déclenché une vague de manifestations contre un processus électoral perçu comme peu transparent et même illégitime, puisque la candidature de Morales avait été rejetée lors d'un plébiscite populaire en 2016. En quelques jours seulement, les manifestations se sont intensifiées et ont conduit à une grève générale dans les principales villes du pays. Dans les jours qui ont suivi, le



pays a connu une escalade de la violence et du chaos : la « suggestion » de démission faite au Président par le chef d'état-major des forces armées, l'émeute de la police, la démission et l'asile d'Evo Morales et des principales autorités politiques parlementaires de son parti, des affrontements graves entre civils, une forte répression marquée par une série d'opérations militaires et policières, ainsi que des pillages, des incendies, des blocages d'aéroports et de routes et des attaques contre diverses installations publiques. Tout cela se mélange à l'intervention de différents acteurs politiques et sociaux, allant d'éminents militants du MAS, à des oligarques d'extrême droite, des groupes religieux fondamentalistes liés aux églises évangéliques, et aussi des organisations sociales, tant indigènes que féministes, des organisations environnementales et des droits de l'homme. Cette participation large et multisectorielle est le principal facteur de la complexité de la crise sociopolitique actuelle. Un nouveau gouvernement - en principe provisoire - s'est autoproclamé le 12 novembre avec l'appui de la Cour constitutionnelle et,

malgré les restrictions imposées par la loi, il a promulgué des décrets qui dégagent de leur responsabilité pénale les membres des Forces armées qui ont participé à des actes de répression. Bien que cette mesure ait été abrogée le 27 novembre, elle constitue un signal négatif en ce qui concerne l'État de droit et les droits de l'homme.

Le soulèvement populaire s'est apaisé après un accord politique sur la convocation de nouvelles élections (bien que sans date précise) et le retrait des forces armées de la rue. Le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) fait état de deux massacres, d'au moins 36 personnes tuées, d'un nombre indéterminé de personnes blessées (plus de 800) et d'au moins 50 attaques contre des journalistes. La Commission souligne que les affrontements violents entre particuliers ont été un élément constant des manifestations et que le contexte de violence généralisée a été caractérisé par «la polarisation, l'hostilité et la haine dans les relations sociales, fondées

sur la discrimination, l'intolérance et le racisme».

Les signaux

Selon ce qui précède, on peut observer trois types de mobilisation : en Bolivie, la protestation vise un dirigeant ; en Équateur, les revendications cherchent à contrer un ensemble de mesures économiques ; et au Chili, la rébellion dépasse les revendications et les dirigeants et demande une refondation du modèle du pays. Dans les trois cas, les citoyens tentent de briser la bulle impénétrable des élites, mais surtout de récupérer le pouvoir dont ils ont été dépossédés. Il est remarquable d'observer la présence et le leadership des jeunes défendant les conditions d'un avenir possible à travers ces luttes. Il faut souligner également la participation des jeunes femmes, qui ont su exprimer des problèmes essentiels de manière universelle, en franchissant non seulement les frontières géographiques, mais aussi idéologiques, en interpellant

le monde politique par leur discours de manière transversale et en faisant des problèmes « de femmes », des problématiques sociales dans leur dimension la plus large.

Bien que les soulèvements citoyens aient été soudains et se soient étendus très rapidement, dans les trois cas, il y avait des signes qui montraient les dysfonctionnements du système et le malaise accumulé. Des signes qui, d’une certaine façon, ont anticipé les éclosions (mais pas leur forme ni leur puissance).

DÉTÉRIORATION DE LA DÉMOCRATIE: Comme le souligne depuis plusieurs années le Centre d’études Latinobarómetro, on observe dans la région un déclin soutenu des indicateurs de démocratie. Pas plus tard qu’en 2018, l’année a été qualifiée d’ «annus horribilis» dans ce domaine: la perception de recul a été la plus élevée depuis 1995. «Le problème dans la région n’est pas principalement les pays qui sont sortis de la catégorie «démocratie» parce qu’ils ne répondent plus aux critères de la démocratie. Le problème de la région, ce sont les pays qui ont des problèmes dans le fonctionnement de leurs démocraties et qui risquent fort de quitter cette catégorie.» Les élites et la corruption sont au cœur de ces problèmes. Le désir de rester au pouvoir, les leaders autoritaires, le confinement du pouvoir dans une tour d’ivoire, la dissociation de la base citoyenne, l’absence de partis forts capables de renouveler les dirigeants, sont des phénomènes qui illustrent le problème. A côté, une élite insouciante qui a normalisé les pratiques abusives et a corrompu les politiciens de tout le spectre pour s’approprier les ressources du pays, polluant le processus d’extraction sans tenir compte des conséquences sur l’environnement ou la santé. A cela s’ajoutent des pouvoirs judiciaires qui semblent avoir perdu leur impartialité, ce qui finit par détruire les conditions de base de la paix sociale.

Les signes importants de la détérioration de la démocratie ont été, pour n’en citer que quelques-uns, l’abstention électorale élevée et croissante au Chili (qui montre la perte du sens du vote

comme outil légitime de participation), la candidature d’Evo Morales pour les élections d’octobre (ignorant l’opinion populaire exprimée dans le plébiscite qu’il avait organisé) ou l’oppression à laquelle la société civile a été soumise en Équateur. Ces dernières années, des acteurs nombreux et divers ont dénoncé ces signes et d’autres symptômes évidents qui auraient dû faire l’objet d’une plus grande attention.

INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ : D’un point de vue économique, l’Amérique latine se distingue par le fait que c’est le continent le plus inégalitaire du monde: les 10 % les plus riches de la population concentrent 71 % des richesses. Seuls 2 des 10 pays les plus inégaux de la planète ne sont pas latino-américains. L’inégalité et l’exclusion nourrissent le sentiment d’injustice et d’abus et la conception générale du modèle économique laisse les populations exposées à une précarité permanente. Au Chili, par exemple, pays aux performances macro-économiques « exemplaires » selon la doxa néo-libérale, 60% de la population se déclarent appartenant à la classe inférieure : leurs revenus ne leur permettent pas de joindre les deux bouts et ils survivent dans un cycle permanent d’endettement. D’autre part, et malgré les avancées sociales des dernières décennies, les gouvernements progressistes n’ont pas réussi non plus à combattre les problèmes structurels du continent. Les programmes de redistribution ont certes atténué la pauvreté, mais, sans avoir réussi à renverser les fondements du modèle, ils n’ont pas pu stabiliser les améliorations apportées à la qualité de vie. La capacité des projets politiques progressistes à générer ou à encourager des transformations structurelles semble épuisée. Les politiques de « croissance avec inclusion sociale» appliquées tant en Équateur qu’en Bolivie ont fini par encourager l’intensification de l’extractivisme et par provoquer la réprimerisation des économies. Tout ce qui précède a été dénoncé à maintes reprises par différents acteurs.

DÉCONNEXION POLITIQUE : Dans ce cadre, et de manière persistante, les gouvernements ont rompu le lien avec

les sociétés qu’ils dirigent, appauvrissant (voire détruisant) la relation avec la société civile, ignorant les demandes sociales, réduisant l’espace de participation et, lorsque tout cela n’a pas été suffisant, ayant recours à des politiques directement répressives. Dans le cas des gouvernements progressistes, l’option politique pour un modèle redistributif (qui a abandonné sa vocation de transformation) a également provoqué une fracture avec ce qui était autrefois leur base intellectuelle et sociale. Les crises/conflits successifs entre les gouvernements et les mouvements sociaux en sont la preuve, tant en Équateur qu’en Bolivie. Le harcèlement de la société civile critique a été une constante dans les deux pays, en particulier dans le domaine des questions liées à la défense du territoire et des droits environnementaux. A son tour, la violation systématique de l’autonomie des peuples autochtones, au profit des intérêts des grandes compagnies minières et pétrolières, a contribué à fracturer la relation avec les organisations autochtones et a entravé, ce faisant, la possibilité de construire de nouveaux paradigmes de développement, ce qui était l’une des promesses fondamentales des nouvelles Constitutions politiques des deux pays. Dans le cas du Chili, les revendications populaires en faveur de l’éducation publique, d’un système de retraite plus équitable ou de la défense des biens naturels ont été reléguées à plusieurs reprises au rang de promesses (dans le meilleur des cas) de la part de dirigeants qui ont fait preuve d’un manque flagrant d’empathie et de sensibilité aux questions sociales.

NÉOFASCISME OU MENACE DU POPULISME: Cette déconnexion des secteurs dirigeants se produit également dans un contexte de logique méritocratique qui favorise un individualisme marqué et installe des dynamiques de « tous contre tous ». Le fascisme social, symptomatique de la crise de civilisation que nous vivons, progresse constamment, marqué par un fort processus de déshumanisation, dans lequel les écarts d’in/humanité entre les classes, les sexes, les groupes ethniques et religieux sont de plus en

La crise actuelle ne sera pas résolue par plus de répression ou d'autoritarisme, même si la route semble être tracée et que la population est parfois tentée par ces options. La crise actuelle sera résolue avec plus de politique et plus de démocratie. Il sera essentiel de reconstruire les liens sociaux et de réaffirmer les canaux institutionnels et symboliques qui les soutiennent, tels que le vote, les garanties sociales, les biens communs et la participation des citoyens.

plus marqués et violents. La disparition des liens sociaux (et notamment des liens de rattachement à l’État) est l’une des conséquences de ce phénomène. Le cas du Chili est emblématique à cet égard : la destruction d’infrastructures publiques qui symbolisaient le « développement » (comme le Métro de Santiago ou les péages routiers) ou la démolition de monuments historiques, sont une manifestation très concrète de ce que certains analystes ont appelé « l’anomie » sociale. C’est le terrain le plus fertile pour les chefs de guerre (caudillos) autoritaires. Les exemples de ce phénomène ne manquent malheureusement pas, tant dans les Amériques qu’au-delà.

Un autre futur... est-il possible ?

En ce début de XXIe siècle, la population du continent semble ne plus vouloir supporter les inégalités. Dans différents secteurs, il y a une grande diversité de mouvements qui établissent un nouvel agenda politique plein de nouveautés et porteur de transformations, un nouvel imaginaire basé sur la conviction de la crise terminale de ce modèle de développement. Ce sont des propositions qui abandonnent l’idée d’une croissance économique permanente comme condition du développement, en dessinant un horizon post-extractif, en promouvant la biodiversité et la reproduction de la vie, en revalorisant d’autres économies et d’autres notions du travail humain. Ce sont des modèles qui redéfinissent en profondeur les leaderships politiques et cherchent à surmonter les écarts sociaux actuels.

La crise actuelle ne sera pas résolue par plus de répression ou d’autoritarisme, même si la route semble être tracée et que la population est parfois tentée par ces options. La crise actuelle sera résolue avec plus de politique et plus de démocratie. Il sera essentiel de reconstruire les liens sociaux et de réaffirmer les canaux institutionnels et symboliques qui les soutiennent, tels que le vote, les garanties sociales,

les biens communs et la participation des citoyens. Les élites doivent céder une partie de leur pouvoir et la classe politique doit s’exprimer dans des leaderships plus démocratiques, plus empathiques et moins autoritaires.

Il sera également essentiel de repenser le modèle économique de haut en bas et d’assumer que le marché a échoué en tant que fournisseur de biens publics. Les moyennes macroéconomiques ne peuvent plus continuer à être l’étalon de mesure des performances socio-économiques des pays, car nous savons tous que derrière elles se cachent des conséquences sociales et environnementales qui en sont venues à hypothéquer l’avenir de la planète. Sans un démantèlement des inégalités, la richesse ne peut plus se justifier. Sans une économie qui n’intègre pas les besoins des écosystèmes comme objectif central, il ne sera pas possible de continuer à générer des richesses.

En cours de route, il sera important de résister aux tentatives actuelles de percer davantage le plancher des droits et garanties existants (même si nous sommes conscients de son extrême insuffisance) et d’affaiblir les systèmes internationaux des droits de l’homme, car ils sont la plus haute expression collective des valeurs que nous considérons indispensables pour une vie digne.

Enfin, ce qui est décrit dans ces lignes ne se limite pas aux trois pays mentionnés: pratiquement tout le continent connaît des processus similaires. Et, au-delà de cela, ces phénomènes se répètent également en Europe et dans d’autres régions. Analyser ces expériences et en tirer des leçons est la meilleure chose que nous puissions faire pour le moment.

Die Landflucht der Jugend in der Sahelzone



Michel Oberweis

Knapp eine Million Menschen aus Afrika haben laut dem Bericht des „Pew Research Centers“ während den vergangenen sieben Jahren Asyl in Europa beantragt. Fast eine Million Menschen befinden sich in den Auffanglagern an den südlichen Gestaden des Mittelmeeres unter teilweise unmenschlichen Bedingungen - und warten auf die Weiterfahrt nach Norden – laut den offiziellen Zahlen sind bereits mehr als 1300 Menschen im Mittelmeer in diesem Jahr ertrunken.

Die Landflucht vom subsaharischen Afrika hat jedoch erst begonnen. Vor allem junge Menschen verlassen ihre Dörfer und „begeben sich auf die Reise“ in die Städte und vergrößern dort die Elendsviertel oder sie begeben sich nach Norden, in der Hoffnung auf eine bessere Zukunft.

Noch nie zuvor waren so viele Menschen gezwungen, ihr Zuhause zu verlassen. Den Angaben des UNHCR zufolge befinden sich derzeit weltweit fast 70 Millionen Menschen auf der Flucht - und die Zahl erhöht sich beständig, dies angesichts der sozialen und kriegesischen Spannungen, der Korruption, der Ausbeutung und der Chancenlosigkeit. Dazu gesellen sich in einem verstärkten Maß die Auswirkungen des Klimawandels u.a. die Dürrekatastrophen, die Wüstenausbreitung und die Überschwemmungen.

Hinsichtlich des Klimawandels kann man es nicht oft genug hervorheben: In Afrika leben nur 16 Prozent der Weltbevölkerung und sind nur für sieben Prozent der

weltweiten Treibhausgasemissionen verantwortlich.

Es wird geschätzt, dass etwa 110 Millionen Menschen der Subsahara in den kommenden Jahren in die Landflucht getrieben werden. Verbleibt die Geburtenrate in der Subsahara weiterhin auf dem hohen Niveau, dann wird sich die Bevölkerung in Afrika auf mehr als 2 Milliarden Menschen bis zum Jahr 2050 erhöhen: Dieser Zuwachs bedeutet unweigerlich erhöhte Armut.

Die Ungleichheit zwischen den Armen und den Reichen wächst unentwegt

Durch die Globalisierung haben sich die Industriestaaten und einige aufstrebende Schwellenländer mit unfairen Handelsabkommen den Zugriff auf wichtige Rohstoffe in den schwächeren Entwicklungsländern gesichert. Die Gewinne aus dem Abbau und dem Handel mit Rohstoffen fließen an die internationalen Konzerne und zum Teil an die Eliten in den Entwicklungsländern. Die Frage sei erlaubt, wieso u.a. Nigeria, Angola, Kongo, Mali, Niger, Sierra Leone und Burkina Faso, die über reichhaltige Rohstoffvorkommen verfügen, zu den ärmsten Ländern der Welt gehören?

Noch schlimmer sieht die Ernährungslage aus - gelten doch die Länder der Subsahara als die Absatzmärkte für die

überschüssigen hochsubventionierten Agrarprodukte aus dem Norden. Angesichts dieser desolaten Situation müssen die Landbewohner, die sich nicht gegen das Agrardumping wehren können, ihre landwirtschaftlichen Aktivitäten einstellen und die Jugendlichen sind gezwungen ihre Heimat zu verlassen.

Weitaus schlimmer wiegt der Landraub (landgrabbing) - riesige fruchtbare Agrarflächen werden von den Reichen aufgekaut und die armen Landbewohner verlieren ihre Existenzgrundlagen. Der reiche Norden mit seiner wirtschaftlichen und politischen Übermacht drängt somit den globalen Süden an den Rand der Verzweiflung - gepaart mit Elend und Chancenlosigkeit. Im Jahr 2018 besaß das reichste Prozent der Weltbevölkerung über die Hälfte des globalen Vermögens.

Mit Blick auf billige Produkte und Dienstleistungen werden die Produktionsstätten und die Dienstleistungsbetriebe nunmehr nach Afrika verlagert, wo die Unternehmen von Steuern befreit und die Hürden durch Arbeits- und Umweltschutz gering sind.

Diese Ungerechtigkeit führt unweigerlich zu erhöhten sozialen Spannungen. Lässt die Aussage, dass etwa 1,2 Milliarden Menschen der 7,6 Milliarden Menschen einen schier hoffnungslosen Überlebenskampf führen, die Reichen der Welt unberührt?

Es ist erschreckend, dass mehr als ein Viertel der Hungernden dieser Welt auf dem afrikanischen Kontinent lebt und ein Fünftel der hier lebenden Menschen gilt als unterernährt. Weitaus schlimmer sieht die Lage für die afrikanischen Kinder aus, leiden doch mehr als 30 Prozent aufgrund ihrer chronischen Mangelernährung an Wachstumsstörungen wie dem «Stunting» - die körperliche und geistige Unterentwicklung.

Wäre dies nicht schon genug, so muss die Weltgemeinschaft damit klar kommen, dass aufgrund der himmelschreienden Ungerechtigkeit in den Ländern der Subsahara 60 Millionen Kinder zwischen 5 und 17 Jahren arbeiten, anstatt zur Schule zu gehen und sich körperlich



© Image by combonianos_brasil, Pixabay

und geistig entwickeln. In Afrika wird jedes fünfte Kind durch die Kinderarbeit um seine Kindheit betrogen. Es sind dieselben Kinder, die unter Lebensgefahr die hochwertigen Rohstoffe für die elektronischen Geräte aus dem Erdboden fördern, welche die Reichen der Welt benutzen.

Die Fluchtursachen bekämpfen

Das Elend in den Flüchtlingslagern sowie die hoffnungslose Lage in der Subsahara kann die Europäische Union aus humanitären Gründen nicht akzeptieren. Man wird das Gefühl jedoch nicht los, dass sich die aktuelle Politik nicht auf das Beheben der Fluchtursachen konzentriert, sondern sich eher bemüht, dass weniger junge Menschen an die „Festung Europa“ anklopfen und „nur den Anspruch auf ein würdiges Leben“ erheben.

Anlässlich der rezenten Konferenz der Außen- und Migrationsminister in Luxemburg hat sich herausgestellt, dass die Migrationsfrage ungelöst bleibt - wenn jedoch die Türkei die Schleusen öffnet, dann werden Hunderttausende Flüchtlinge die Europäische Union überfluten.

Wäre es nicht an der Zeit, die Entwicklungszusammenarbeit mit Afrika zu überdenken und mittels Projekten den Ländern und ihren Menschen eine Perspektive für eine bessere Zukunft anzubieten. Dann werden die jungen Menschen in ihren Heimatländern bleiben, dort wo sie dringend für den Aufbau der Gesellschaft gebraucht werden. Zusammen werden wir „Ein Leben unter menschenwürdigen Bedingungen führen und den Zugang zu gesunder Ernährung und zu sauberem Wasser sowie zu sanitären Anlagen, zur Bildung und zur Arbeit haben“ erreichen.

Schlussgedanken

Hans Magnus Enzensberger schrieb bereits in seinem Essay - Die große Wanderung im Jahr 1992 - „Jede Migration führt zu Konflikten, unabhängig davon, wodurch sie ausgelöst wird, welche Absicht ihr zugrunde liegt, ob sie freiwillig oder unfreiwillig geschieht und welchen Umfang sie annimmt“.

Wenn nicht bald Erfolge in Richtung „Weniger Elend und Hunger sowie Klimagerechtigkeit“ erkennbar sind, dann wird die Wanderbewegung aus der Subsahara hin zum reichen Norden unvermindert weitergehen - denn die Zahl der Menschen, die „weg wollen“ ist zu groß - wir werden dann lernen - gerecht zu teilen.

Le traité international pour contrôler les multinationales, de plus en plus lointain



Pedro Ramiro, Erika González et Juan Hernández Zubizarreta, chercheurs de l'Observatoire des Multinationales d'Amérique Latine (OMAL)

La cinquième session du groupe des Nations Unies chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme s'est tenue du 14 au 18 octobre à Genève. Mais dans le texte soumis à la discussion, il ne reste plus grande chose de l'esprit et de l'ambition avec lesquels ce processus était né il y a cinq ans.

Comme chaque année depuis l'adoption de la résolution du Conseil des droits de l'homme en 2014 exhortant les pays à élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits humains, la nécessité de mécanismes de contrôle pour endiguer l'impunité dont jouissent les grandes entreprises dans leur expansion mondiale était à nouveau au centre du débat international lors de la cinquième session. Toutefois, les possibilités que ce processus à l'ONU aboutisse à la création de nouvelles règles contraignantes pouvant mettre les bénéfices des entreprises en danger de manière ne serait-ce que minimale, semblent de plus en plus éloignées.

La première ébauche du futur traité a été présentée l'année dernière. Dans cette première version du texte, il y avait au moins six éléments fondamentaux qui étaient discutables et se distançaient des demandes exprimées par les organisations sociales impliquées dans le processus. A savoir : il ne s'agit pas d'un instrument juridique spécifique pour les

sociétés transnationales ; il n'établit que des obligations pour les États ; il n'intègre pas de mécanismes efficaces de respect du droit international ; il laisse de côté la responsabilité des multinationales dans les chaînes de valeur mondiales ; il ne tient pas compte de la primauté des droits humains sur les accords commerciaux et d'investissement ; il ne comprend ni organes, ni instances pour contrôler et surveiller.

La deuxième version du texte du traité, qui a été présentée cette année et qui a servi de base aux débats de Genève, a continué sur cette même lignée. Ainsi, loin d'intégrer les exigences d'une plus grande régulation pour éviter de brouiller les responsabilités juridiques des transnationales dans la sphère mondiale, les possibilités de contrôle de ces sociétés restent encore entre les mains des États. En gros, le traité est plus proche de devenir une version remaniée des Principes directeurs - dont, rappelant son préambule, « aucune nouvelle obligation juridique ne découle » - que de servir à faire progresser la création de normes internationales qui placent les droits humains au-dessus de la lex mercatoria.

De l'esprit et de l'ambition avec lesquels la résolution 26/9 est née il y a cinq ans, il reste peu de choses. Pas même ce qui a toujours été l'objectif fondamental d'un traité de ce type : qu'il soit utile pour caractériser les crimes économiques et écologiques commis par les entreprises

transnationales et qu'il serve à combler le vide existant en droit international en ce qui concerne leur réglementation. Les pressions des lobbies des entreprises et les changements dans la corrélation des forces à l'échelle mondiale y sont pour beaucoup dans cette involution du processus aux Nations Unies. Les péripéties du gouvernement équatorien, qui a d'abord assumé un fort leadership du processus et puis a assoupli sa position, et de l'Union européenne, qui est passée du boycott de la première session du groupe de travail en 2015 à une bonne disposition lors de la session inaugurale de cette année, en témoignent.

Face à l'architecture de l'impunité....

Alors que la rhétorique du « respect, de la protection et de la réparation » des droits humains se perfectionne dans les instances internationales, l'architecture juridique de l'impunité continue à se renforcer. Les contrats et les entreprises sont protégés par le cadre normatif complexe que les sociétés transnationales et les États

qui les soutiennent ont mis en place ces dernières décennies, passant outre les droits fondamentaux des majorités sociales et la démocratie elle-même. Après tout, le processus des traités à l'ONU ne diffère pas de la réalité actuelle des droits humains dans le monde entier.

La toile de fond est que nous vivons une offensive mercantiliste mondiale, dans laquelle la dynamique capitaliste, patriarcale, coloniale, autoritaire et insoutenable s'exacerbe. Ainsi, on continue de renforcer un modèle dans lequel les grandes entreprises ne cessent d'étendre leur pouvoir, remettant en question la démocratie libérale-représentative et devenant un gouvernement de facto. Il en résulte la destruction progressive de la souveraineté populaire et la capture de pays et territoires comme s'ils faisaient partie de l'organisation interne des grandes entreprises.

Ainsi, l'asymétrie normative qui protège les droits des sociétés transnationales et du capital financier est accentuée, avec des règles contraignantes et des tribunaux privés qui les appliquent avec une efficacité remarquable. Entre temps, les droits humains oscillent entre la

fragilité des normes internationales, les recommandations des comités chargés de leur application et la passivité des gouvernements face au non-respect des conventions et des traités internationaux.

Dans ce contexte, des changements substantiels se produisent dans la catégorie juridique des droits humains, qui subissent une triple reconfiguration. Primo, ils sont déréglementés sur la base de l'exploitation généralisée des personnes et des processus de privatisation. Deuxio, ils sont expropriés selon la logique de l'accumulation par dépossession. Tertio, ils sont détruits en fonction d'un colonialisme/racisme extrême lié à la nécro politique. Dans ce contexte, ceux qui ne participent pas à la société de consommation ou qui n'apportent pas de valeur ajoutée au processus de reproduction du capital ne sont pas indispensables.

Les institutions mondiales et la plupart des États ne font pas que supprimer et suspendre des droits. Ils sont aussi entraînés à redéfinir qui sont des sujets de droits, qui ne font pas partie de la catégorie des êtres humains, ce qui provoque un sentiment de décomposition généralisée du système international des droits humains. La féodalisation des relations économiques, politiques et juridiques colonise l'architecture institutionnelle des démocraties représentatives. Pour cette raison, si nous voulons parler sérieusement des droits humains, de l'Equateur à Rojava en passant par la Méditerranée, nous devons adapter les discours creux aux contextes où ces droits sont subordonnés aux intérêts du capital transnational.

Alors que l'organe normatif relatif à la marchandisation du système néolibéral a été perfectionné en faveur des sociétés transnationales, la possibilité d'exercer un contrôle réel sur leurs activités a été abandonnée, laissant leurs obligations socio-écologiques entre les mains des accords volontaires. En ce moment, à la suite de la nouvelle vague de traités de commerce et d'investissement, l'idée d'inclure la « responsabilité sociale » - rebaptisée dans l'agenda international « objectifs du développement durable »

- comme l'élément correctif de cette asymétrie normative refait surface.

Deux décennies après le lancement du paradigme de « l'entreprise responsable » comme un prétendu bond en avant dans le modèle des relations entre les multinationales et la société dans son ensemble, il est clair que la RSE n'a jamais été conçue comme un instrument efficace pour contrôler les grandes entreprises. La « responsabilité sociale », en plus de servir à laver le visage de l'entreprise, est devenue une formule de droit mou qui est théoriquement protégée par « l'éthique des affaires » mais qui, dans les faits, se contente à peine de renvoyer ses obligations à la publication des rapports annuels de ses activités.

D'où la nécessité de modifier les législations nationales. Mais aussi, et surtout, de progresser vers des réglementations internationales capables d'englober toute la complexité des grands conglomerats économiques, avec des critères qui transcendent le cadre étatique, brisent la séparation apparente entre société mère et filiales, et protègent la « levée du voile corporatif ». Le fait est que les États ne disposent pas des instruments politiques et normatifs nécessaires pour contrôler efficacement les sociétés transnationales, car les règles internationales en matière de commerce et d'investissement - et la force avec laquelle les États centraux les appliquent - érigent un bouclier juridique qu'il est très difficile de briser uniquement depuis le niveau étatique.

...Régulation et confrontation

Dans la conjoncture actuelle du capitalisme mondial, toute tentative de régulation des mécanismes d'extraction et d'appropriation des richesses par les grandes entreprises peut devenir une mesure radicale, en s'attaquant directement au cœur du profit des entreprises. En effet, la simple suggestion d'introduire des modifications législatives en matière sociale ou fiscale



© www.stopcorporateimpunity.org

risque d’alarmer le patronat et les lobbies d’entreprises, qui battent le pavillon de la «sécurité juridique» pour défendre leurs contrats et intérêts privés.

Si elles sont touchées par des mesures réglementaires qui nuisent à leurs intérêts, il ne fait aucun doute que les grandes entreprises utiliseront tous les instruments juridiques et économiques à leur disposition pour tenter de les repousser. Mais le cœur de ce différend n’est pas une question de technique juridique, mais de volonté politique; en d’autres termes, de capacité à soutenir ce type de réforme avec une forte mobilisation sociale et un soutien populaire. Ce qui semble clair, c’est que le droit officiel, faisant partie de la structure hégémonique de domination, ne peut devenir un moyen contre-hégémonique que s’il est subordonné à une action politique.

Le processus suivi à l’ONU n’est pas étranger à ce contexte. Peu à peu, le traité devient un document méconnaissable par rapport aux débats et aux propositions formulées entre 2015 et 2018 par les juristes, les défenseurs des droits humains et les représentants des organisations sociales et des communautés affectées. Dans le texte, il ne reste pratiquement plus rien sur les sociétés transnationales en tant que sujets d’obligations en droit international, sur les règles du commerce et de l’investissement, sur le rôle joué par les institutions économiques et financières internationales, sur la possibilité de créer un tribunal mondial des sociétés et des droits humains, etc. Dans ce cadre, une stratégie d’influence politique soutenue uniquement par des pressions sur les ambassades et les gouvernements ne pourra pas donner lieu à un traité international pour contrôler efficacement les multinationales.

Officiellement, le processus se poursuit. Mais avec ce document comme base de négociation entre pays, où les postulats du texte seront inévitablement abaissés encore davantage, même si le traité était finalement approuvé, il ne serait pas d’une grande utilité non plus. Les réformes «sans plus», en plus d’être

conjoncturelles, peuvent finir par renforcer l’ordre établi et générer une démobilisation sociale.

Que le déclin de ce processus sur une norme internationale contraignante sur les entreprises et les droits humains, autour de laquelle des centaines d’ONG et d’organisations sociales du monde entier se sont articulées, serve à réfléchir sur les stratégies à suivre, afin de ne pas se perdre dans des processus longs et bureaucratiques, de ne pas générer de fausses attentes et, en même temps, de renforcer la capacité de dénonciation, mobilisation et sensibilisation. Dans ce type de négociations institutionnelles, les conseils habituels de «réalisme» sont discutables. La conception de « voir grand et aller de l’avant» des mouvements sociaux et des communautés affectées est différente de celle des gouvernements des pays centraux et des sociétés transnationales. Le pragmatisme de ces derniers repose sur une négociation asymétrique qui conduit souvent à des résultats vides et imprécis.

Dans un scénario qui devient de plus en plus défavorable, il s’agit d’éviter que l’action sociale et politique des collectifs et mouvements de résistance soit conditionnée au timing des organismes nationaux et internationaux. Plutôt que de concentrer toutes les forces sur le terrain institutionnel, le pari serait de continuer à renforcer les logiques contre-hégémoniques aux niveaux local, régional et mondial. Ces alliances locales et mondiales, sans abandonner les cas de régulation dans lesquels il existe des possibilités de réaliser d’importantes modifications normatives, sont fondamentales pour construire des modèles alternatifs capables de démanteler les transnationales et de formuler des propositions économiques de grande portée.

Guider l’activité sociale, politique et économique par des valeurs contre-hégémoniques fondées sur l’écoféminisme, la propriété collective, la démocratieetl’autogestion,c’estaffronter à la racine les pratiques promues par les sociétés transnationales. Au-delà de la

séparation du marché et des institutions publiques, il s’agit de construire, au-delà du système étatique, des systèmes économiques, de coopération et de nouveaux systèmes institutionnels capables de s’auto-dynamiser, de se construire et de s’organiser. Face à l’élimination institutionnelle des droits, il faut une articulation internationaliste qui rejette l’État comme unique source de droits et qui revendique le rôle moteur des organisations, mouvements et communautés dans la création des conditions qui garantissent une vie digne et en paix avec la planète pour les majorités sociales présentes et futures.

Article publié dans El Salto

La terre, Oceana Gold et le peuple de Didipio



Alfie Pulumbarit, agent national de plaidoyer, MASIPAG, Philippines

Une terre aride grisâtre et poussiéreuse entourée de clôtures en fil de fer a accueilli un groupe hétérogène de membres de la société civile : des fermiers, des agents de développement, des ecclésiastiques et des écologistes alors qu’ils arrivaient dans le petit barangay isolé de Didipio. Un paysage dévastateur entourant un trou géant creusé dans le sol qui remplace la colline que les habitants de la région appelaient autrefois Dinkidi. C’est l’image de six années d’exploitation minière au cœur de Kasibu, la ville qui abrite Didipio, à 300 kilomètres au nord de la capitale philippine Manila.

Le20juin2019,unjouraprèsl’expirationdu permis d’exploitation de 25 ans d’Oceana Gold Philippines Inc., les agriculteurs et les membres de la communauté ont montré leur détermination à ne plus permettre une telle destruction de leur communauté. Ils ont mis en place des barricades routières à différents points d’accès au village, afin d’empêcher l’entrée potentielle de l’équipement d’exploitation minière d’Oceana Gold dans leur Barangay.

Les habitants de Didipio se sont relayés pour garder les tentes improvisées qui servent de postes de contrôle. Les locaux craignaient que, malgré leur protestation, le gouvernement philippin approuverait l’extension d’Oceana Gold après que le directeur du ministère de l’Environnement et du Bureau des mines et des géosciences (DENR-MGB), Wilfredo Moncano, ait recommandé d’accorder un renouvellement provisoire pour l’entreprise, malgré l’absence d’un

consentement libre, préalable et informé de la communauté indigène de Didipio.

C’est dans ce contexte que le groupe multisectoriel d’activistes de différentes parties de Luzon a débarqué le 15 juillet 2019 avec la mission de soutenir le peuple du Barangay Didipio et d’être témoins des conséquences des opérations minières d’Oceana Gold Philippines Inc. dans le village.

Terre des richesses

Le paysage à Didipio était autrefois verdoyant, avec de petites rizières en terrasses et des forêts entretenues par les communautés Tuwali-Ifugao, une communauté autosuffisante de peuples autochtones. L’agriculture soutenable et l’agroforesterie étaient leurs moyens d’existence et ils vivaient en harmonie avec leur écosystème.

Ce barangay se trouve à un point culminant dans le bassin versant de la rivière Addalam, qui déverse dans la puissante rivière Cagayan. Ce fleuve est d’une importance capitale car il fournit de l’eau pour l’irrigation et d’autres usages aux provinces voisines de Quirino et Isabela où des milliers d’hectares de terres agricoles sont consacrés au riz et au maïs. Le maintien de la quantité et de la qualité de l’eau en amont à Didipio est donc crucial.

En 2013, la société australienne Oceana Gold Philippines Inc. a commencé à exploiter 975 hectares de terres au Brgy. Didipio. Cette société transnationale,

résultat de la fusion de Climax Mining et d’Oceana Gold Limited, est la première multinationale à bénéficier de l’accord d’assistance financière et technique (FTAA) par le gouvernement philippin, qui a donné à la société le droit d’explorer la zone jusqu’à 50 ans et la possibilité d’avoir une propriété étrangère à 100%. Selon son site web, Oceana Gold a commencé ses activités à ciel ouvert en 2013 et en 2016 ils ont préparé l’exploitation minière souterraine qui a démarré au début de 2017. La mine de Didipio est très riche en or et cuivre.

Un trésor perdu

Les opérations minières d’Oceana Gold ont converti la communauté indigène autrefois autonome en une ville minière rappelant l’époque de la ruée vers l’or. Lors d’une mission nationale d’enquête et de solidarité à Nueva Vizcaya en septembre 2013, dirigée par plusieurs organisations locales de la société civile, il a été découvert que l’exploitation d’Oceana Gold a entraîné la destruction et le pillage de milliers d’hectares de terres ancestrales riches en minéraux, violant ainsi les droits des peuples autochtones à la terre et à la vie.

La mission d’enquête a constaté que des centaines d’hectares de terres agricoles ont été perdus, ce qui a affecté la sécurité alimentaire locale et a détruit les moyens de subsistance basés sur l’agriculture. Selon le rapport de la mission, les agriculteurs locaux ont observé une baisse de 30% de la productivité agricole. Un autre indicateur de la baisse de la productivité a été la réduction de la contribution des produits agricoles de Didipio, tels que les cultures maraîchères et les agrumes aux marchés de la province de Nueva Vizcaya.

L’équipe en charge de l’enquête a estimé que la poussière provenant des opérations minières pourrait avoir affecté l’activité photosynthétique des plantes, expliquant ainsi la baisse de la production agricole. Les produits chimiques toxiques utilisés dans la zone minière, qu’Oceana Gold n’a pas



entièrement divulgués, pourraient également avoir affecté les cultures et les arbres.

La couverture forestière a aussi été fortement réduite en raison des opérations minières. De plus, les agriculteurs et les populations autochtones ne sont plus en mesure d'utiliser les produits forestiers dont ils dépendent, faute d'accès aux parcelles de forêt restantes. La déforestation de Didipio a affecté aussi des milliers d'hectares de fermes irriguées qui dépendaient de l'eau provenant de la rivière Addalam car les forêts jouent une fonction essentiel d'absorption, rétention et libération progressive de l'eau.

Dans une autre mission d'enquête environnementale menée en 2014, il a été constaté qu'il y avait une concentration accrue de cuivre dans les échantillons d'eau et de sédiments dans la zone d'impact des opérations minières et dans la rivière. Bien que le cuivre soit un métal naturel et qu'il soit essentiel pour de nombreux organismes vivants à de faibles concentrations, une densité élevée de cuivre peut entraîner des effets toxiques tels que la mort prématurée et des problèmes liés à la fertilité.

Les habitants des villages voisins aussi affectés par l'exploitation minière ont également exprimé leurs craintes quant à la possibilité d'expansion des activités d'Oceana Gold. «La rivière est brune.

Nous avons l'habitude de pomper l'eau de la rivière et d'attraper beaucoup de poissons. Mais aujourd'hui, il n'y a plus de poissons à attraper. L'eau sent mauvais», a partagé Luis Paulino Jr, un agriculteur d'un barangay proche, Lower Alimit. «Même notre riz ne pousse plus comme avant».

Une fracture

Comme une grande partie des terres ont été détruites par les opérations minières, elles ont été vendues par défaut à Oceana Gold. Ainsi, beaucoup d'agriculteurs n'ont pas eu d'autre choix que de vendre leur travail à la compagnie en devenant des salariés journaliers.

Les opérations minières ont donc eu comme conséquence des divisions au sein des familles, des tribus et des villages et ont changé la culture des gens de la région.

Dans un document du gouvernement provincial de Nueva Ecija contre la mine de cuivre et d'or de Didipio, le bureau a été très clair dans sa position déclarant que « l'exploitation minière en tant qu'entreprise de développement doit, par conséquent, être encadrée dans le paradigme du développement durable et être contextualisée davantage dans le paysage géophysique et écologique de Nueva Vizcaya en tant que bassin versant avec des poches de zones riches en minéraux et à forte biodiversité ».

Le document ajoute que « encore plus impératif que le contexte politique est l'expérience historique d'autres communautés minières des Philippines; les montagnes sont nivelées, les forêts sont coupées, les rivières sont polluées et les terres agricoles empoisonnées. Des villages entiers sont déplacés, des familles sont rendues malades, des moyens de subsistance sont perdus, et les communautés minières restent parmi les plus pauvres du pays».

La lutte

Des agriculteurs, des membres de la communauté, des organisations ecclésiastiques, des organisations non gouvernementales nationales et internationales et les unités du gouvernement local du Brgy. Didipio et de la province de Nueva Vizcaya se sont unis dans leur position contre l'exploitation minière d'Oceana Gold dans la région formant un mouvement appelé Save Nueva Vizcaya.

Le mouvement a officiellement demandé au président des Philippines d'épauler la communauté affectée par Oceana Gold.

Les communautés affectées ont également sollicité l'appui de diverses organisations de développement pour aider à la réhabilitation de Didipio. Une femme leader, par exemple, a demandé l'appui de MASIPAG pour réintroduire dans la communauté des pratiques liées à l'agriculture durable et biologique.

Le 15 juillet dernier, les différents secteurs ont organisé une action de protestation pour exprimer leur détermination à poursuivre la lutte contre les exploitations minières. Lors d'une messe solennelle célébrée dans la communauté avant l'action de protestation, l'évêque de Bayombong, Jose Elmer Mangalinao, a appelé au respect et à la protection de Didipio. «Les gens ici continuent à m'inspirer. Je sais que votre action a fait l'objet de beaucoup d'accusations et de critiques. C'est parce que vous vous battez contre une grande entreprise et contre les gens qui dépendent de ce genre de

travail. Bien que nous ne puissions pas les blâmer parce que c'est leur source de subsistance. Cependant, nous devrions continuer notre travail parce que nous nous battons non seulement pour le présent, mais aussi pour les générations futures».

Après la messe, la communauté s'est rendue dans les tentes improvisées situées devant la barricade et a organisé un programme de protestation. Elle a été rejointe par le gouverneur de la province de Nueva Vizcaya, Carlos Padilla, de fonctionnaires de la province, d'organisations non gouvernementales, d'écologistes et de réseaux communautaires locaux.

Un leader paysan, au nom de l'Organisation populaire unie de Didipio, a exprimé ses sentiments pendant le programme. «Si nous nous aidons les uns les autres, nous pourrions faire sortir Oceana Gold. Cependant, certains la défendent encore. Cette Oceana Gold nous divise. Vous savez que les fourmis sont bien meilleures que nous, parce que si quelqu'un entre chez elles, elles s'entraident pour se défendre.» Il s'est également adressé au président en disant que « lorsqu'il était encore maire de la ville de Davao, il était contre l'exploitation minière. Maintenant qu'il est président, j'espère qu'il se débarrassera d'Oceana Gold et refusera leur renouvellement.»

De l'autre côté de la barricade, des centaines d'employés et de partisans d'Oceana Gold portant des pancartes et des banderoles ont également mené leur propre manifestation. Ils ont demandé au gouvernement d'accéder à leur demande de prolongation de l'opération d'Oceana Gold.

Malgré cela, la position des différents secteurs membres de Save Nueva Vizcaya reste ferme. Avant de rentrer dans leurs maisons et de reprendre les tâches d'entretien de la barricade, la communauté a dansé au rythme des gongs pour raviver leur esprit dans la défense de leur domaine ancestral. Les gens ont peut-être perdu une grande partie de Didipio, mais ils sont plus que prêts à défendre ce qu'il en reste.

Une victoire est-elle possible ?

Grace à la résistance populaire et à la pression que le mouvement a fait sur le gouvernement, le 15 octobre 2019, le groupe Oceana Gold a annoncé la suspension de ses opérations à Didipio. Cependant il s'agit d'une décision temporaire, comme le CEO de la compagnie Mick Wilkes a déclaré: « Avec un calendrier des décisions de la Cour d'appel incertain et les efforts en cours pour finaliser un renouvellement de la FTTA (Accord d'assistance financière ou technique), nous n'avons pas d'autre choix que de suspendre temporairement la production à Didipio ».

Malgré cette annonce, qui avait donné de l'espoir aux voisins de la communauté, le 16 décembre Save Nueva Vizcaya a dénoncé, à travers un communiqué, une nouvelle tentative de la part d'Oceana Gold de faire entrer un camion-citerne de pétrole dans les mines, ainsi que de démanteler les barricades qui sont toujours en place à défaut d'une suspension définitive des opérations.

Le mouvement a rappelé encore une fois que les barricades sont légales car elles ont été constituées à partir des ordres du gouvernement local et que les poursuites judiciaires intentées par Oceana Gold contre ces ordres ont été annulées à deux reprises par le tribunal régional de première instance de Nueva Vizcaya.

Ils ont également rappelé aux organismes gouvernementaux actuels et futurs, qui tenteraient de faire sortir Oceanagold de sa suspension, qu'il s'agissait d'un criminel environnemental. Non seulement son projet minier fonctionne sans licence, mais Oceanagold perpétue depuis 25 ans des violations des droits humains et le pillage et l'épuisement des ressources naturelles.

Maintenant la décision est dans les mains du gouvernement Duterte et tout semble indiquer que Oceana Gold ne va pas désister si facilement dans ses efforts de renouveler son FTTA. Affaire à suivre...

Sources:

- Mining Ombudsman Case Report: Didipio Gold and Copper Mine, Oxfam Australia, September 2007
- National Fact-Finding and Solidarity Mission in Nueva Vizcaya, ANNVIK, KAMP, Defend Partimony! Alliance, Kalikasan People's Network for the Environment, September 19-21, 2019
- Environmental Investigation Mission on the Impacts of Large Scale Mining in Nueva Vizcaya – Technical Report, Philippines, Kalikasan People's Network for the Environment and AGHAM – Advocates of Science and Technology for the People, September 2014
- Position Paper against the Didipio Copper and Gold Mine operated by Oceana Gold Philippines sent to the Department of Environment and Natural Resources (DENR) Secretary Regina Paz Lopez by the Office of the Provincial Governor, February 14, 2017
- Oceana Gold in the Philippines, Ten Violations that Should Prompt its Removal, Robin Broad, John Cavanagh, Catherine Coumans, and Rico La Vina, published by the Institute for Policy Studies (US) and Mining Watch Canada, October 31, 2018
- Reject the Renewal of Oceana Gold's FTAA, Position Paper of the Save Nueva Vizcaya Movement, November 18, 2019
- Complaint-Communication submitted by Kalikasan-PNE and SAPAKKMMI to the UN Special Rapporteur on the Implications for Human Rights of the Environmentally Sound Management and Disposal of Hazardous Substances and Waste, Issue on Human Rights Obligations relating to the Enjoyment of a Safe, Clean, Healthy and Sustainable Environment, Working Group on the Issue of Human Rights and Transnational Corporations and Other Business Enterprises, Freedom of Peaceful Assembly and Association, Situation of Human Rights Defenders, and Extreme Poverty and Human Rights, December 7, 2018
- Peoples day of action against Oceana Gold's FTAA renewal, BrgyDidipio, Kasibu, Nueva Vizcaya, July 15, 2019
- Aquatic Life Criteria – Copper, US Environmental Protection Agency, <https://www.epa.gov/wqc/aquatic-life-criteria-copper>
- Toxicity of copper on rice growth and accumulation of copper in rice grain in copper contaminated soil, Xu Jiakuan et al, Chemosphere, 10.1016/j.chemosphere.2005.05.050
- https://www.reuters.com/article/oceanagold-outlook/update-1-oceanagold-suspends-didipio-mine-operations-in-philippines-amid-dispute-idUSL3N2702N4?fbclid=IwAR2IcJ3U-xY_GexDEPdSjEsEt18at5e4gs04kWGeAma3W4OUjhqxIByPEw4

Tout ne va pas si mal: 50 raisons de garder l'espoir

Anne Müller

Rien ne va plus? C'est de pire en pire? Mais, non! A force d'avoir le nez dans le guidon, nous ne voyons plus tout ce qui s'améliore, lentement mais sûrement dans le monde...Afin de terminer 2019 sur une note positive, nous vous présentons l'ouvrage «Tout ne va pas si mal: 50 raisons de garder l'espoir» d'Alternatives économiques. Et des preuves, elles en ont trouvé plein et des plus étonnantes parfois. Chiffres à l'appui...

Par exemple, en Afrique, l'espérance de vie augmente (page 20/21), dans le monde, de plus en plus de personnes ont accès à l'eau potable (page 24/25), de moins en moins de pays imposent la peine de mort (page 58/59). En cinq chapitres, chacun introduit par une bande dessinée, le magazine transmet l'information de diverses façons. Plusieurs artistes ont contribué à présenter des faits et des statistiques dans des illustrations variées.

Pour chaque thématique, il y a des références qui permettent d'approfondir le sujet.

Ouvrage disponible au CITIM



Interessieren Sie sich für Nord-Süd Beziehungen?



Tausende thematische Dokumente und Bücher erwarten Sie im Gratisverleih in unserer Fachbibliothek. Schauen Sie vorbei. Wir freuen uns auf Ihren Besuch!

CITIM ist ein Angebot der



Unsere Öffnungszeiten
Dienstag bis Freitag von 12 bis 18Uhr
Samstag von 10 bis 12.30Uhr

